Extrait de :

NATIONS UNIES
ANNUAIRE JURIDIQUE

1970

Quatrième partie. Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Chapitre IX. Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Copyright (c) Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

la ratification ni de dispositions exhaustives relatives à sa modification ou sa dénonciation 194

14. Enregistrement au Secrétariat de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de certains autres traités multilatériaux — Question de savoir si une organisation intergouvernementale autre que l'Organisation des Nations Unies ou une institution spécialisée peut enregistrer un traité auquel elle n'est pas elle-même partie — Pratique du Secrétariat à cet égard 196

15. Accords conclus par le Programme alimentaire mondial — En vertu de l'Article 102 de la Charte, seuls les traités et les accords internationaux conclus par un Membre de l'Organisation des Nations Unies doivent être enregistrés au Secrétariat 198

16. Acte constitutif de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest — Politique du Secrétaire général en ce qui concerne l'exercice des fonctions de dépositaire 198

17. Question de savoir si les arriérés dus en vertu de l'Accord international sur le sucre de 1958 constituent des « contributions au budget administratif » en vertu de l'article 23 de l'Accord international de 1968 sur le sucre 199

B. — AVIS JURIDIQUE DES SECRÉTARIATS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. *Bureau international du Travail* 200

2. *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*
Question du droit applicable aux relations d'emploi entre l'Organisation et son personnel des services généraux 200

Troisième partie. — Décisions judiciaires relatives à des questions concernant l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

CHAPITRE VII. — DÉCISIONS DES TRIBUNAUX INTERNATIONAUX 209

CHAPITRE VIII. — DÉCISIONS DES TRIBNAUX NATIONAUX 210

Quatrième partie. — Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

CHAPITRE IX. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

I. — *Assemblée générale et organes subsidiaires*

1. Assemblée plénière et grandes commissions

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-cinquième session)

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

1) Rapport du Conseil économique et social (point 12 de l'ordre du jour) 214

2) Célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (point 21 de l'ordre du jour) . 214

3) Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 23 de l'ordre du jour) 214

4) Programme spécial d'activités à l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 24 de l'ordre du jour) 215

5) *a*) Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité : rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale *b*) Pollution marine et autres effets dangereux ou nocifs qui pourraient résulter de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale : rapport du Secrétaire général *c*) Vues des États Membres sur l'opportunité de convoquer à une date rapprochée une conférence sur le droit de la mer : rapport du Secrétaire général *d*) Question de la largeur de la mer territoriale et questions connexes (point 25 de l'ordre du jour) . 215

6) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (point 26 de l'ordre du jour) 216

7) Désarmement général et complet : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (point 27 de l'ordre du jour) 216

8) Questions des armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (point 28 de l'ordre du jour) 216

9) Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (point 29 de l'ordre du jour) . . 217

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

10) Examen de mesures relatives au renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (point 32 de l'ordre du jour) 217

11) Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine (point 34 de l'ordre du jour) 217

12) Souveraineté permanente sur les ressources naturelles : rapport du Secrétaire général (point 45 de l'ordre du jour) 218

13) Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (point 47 de l'ordre du jour) 218

14) Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale : rapport du Secrétaire général (point 49 de l'ordre du jour) 218

15) Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité : rapport du Secrétaire général (point 50 de l'ordre du jour) 219

16) Elimination de toutes les formes de discrimination raciale *a*) Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général *b*) Mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d'*apartheid* et de ségrégation en Afrique australe : rapport du Secrétaire général *c*) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, présenté en vertu de l'article 9 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale *d*) État de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général (point 53 de l'ordre du jour) Importance, pour la garantie et l'observation effective des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 60 de l'ordre du jour) 219

17) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-deuxième session (point 84 de l'ordre du jour) 219

18) Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies : rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (point 85 de l'ordre du jour) 220

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

19) Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa troisième session (point 86 de l'ordre du jour) 220

20) Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (point 87 de l'ordre du jour) . . 220

21) Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies (point 88 de l'ordre du jour) 221

22) Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28 (point 89 de l'ordre du jour) 221

23) Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (point 90 de l'ordre du jour) . . . 221

24) Développement progressif et codification des règles de droit international relatives aux voies d'eau internationales (point 91 de l'ordre du jour) 221

25) Mesure dans laquelle est appliquée la résolution 2456 B (XXIII) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) [point 93 de l'ordre du jour] . 222

26) Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (point 96 de l'ordre du jour) 222

27) Détournement d'aéronefs ou ingérence dans les liaisons aériennes civiles (point 99 de l'ordre du jour) 222

B) Autres documents d'intérêt juridique 223

2. Comité exécutif du programme du Haut Commissaire pour les réfugiés

Document d'intérêt juridique 223

3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

A) Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (treizième session)

Examen des rapports des organes suivants... *b*) Sous-Comité juridique (A/AC.105/85); *c*) Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/83) [point 3 de l'ordre du jour] 224

B) Autres documents d'intérêt juridique 224

4. Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1970)

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

Achèvement des travaux du Comité spécial, compte tenu des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission lors de la vingt-quatrième session et des sessions précédentes de l'Assemblée générale et au Comité spécial en 1964, 1966, 1967, 1968, et 1969, le Comité s'efforçant de résoudre, eu égard à la résolution 2327 (XXII) de l'Assemblée générale, les questions en suspens relatives à la formulation des sept principes [résolution 2533 (XXIV), par. 4] (point 6 de l'ordre du jour) 224

5. Conseil des Nations Unies pour la Namibie

Document d'intérêt juridique 224

6. Comité spécial pour la question de la définition de l'agression

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

Examen de la question de la définition de l'agression [résolutions 2330 (XXII), 2420 (XXIII) et 2459 (XXIV) de l'Assemblée générale] (point 5 de l'ordre du jour) 225

7. Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale

Documents d'intérêt juridique 225

8. Commission du droit international

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-deuxième session)

1) Relations entre les États et les organisations internationales (point 2 de l'ordre du jour) 225

2) Succession d'États : *a*) Succession en matière de traités... (point 3 de l'ordre du jour) 225

3) Responsabilité des États (point 4 de l'ordre du jour) . . . 225

B) Autres documents d'intérêt juridique 226

9. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (troisième session)

1) Vente internationale des objets mobiliers corporels (point 4 de l'ordre du jour) 226

2) Paiements internationaux (point 5 de l'ordre du jour) . . 226

3) Arbitrage commercial international (point 6 de l'ordre du jour) 226

4) Réglementation internationale des transports maritimes (point 7 de l'ordre du jour) 227

B) Autre document d'intérêt juridique. 227

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

II. — *Conseil de sécurité et organes subsidiaires*

Conseil de sécurité

Document d'intérêt juridique 227

III. — *Conseil économique et social et organes subsidiaires*

1. Conseil économique et social et comités de session

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (reprise de la quarante-huitième session)

1) Droits de l'homme : *a*) Rapport de la Commission des droits de l'homme; *b*) Coordination des activités des organismes des Nations Unies à l'égard de la politique d'*apartheid* et de discrimination raciale en Afrique australe; *c*) Respect des droits de l'homme en période de conflit armé (point 2 de l'ordre du jour) 227

2) Rapport de la Commission de la condition de la femme (point 3 de l'ordre du jour) 227

3) Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (point 4 de l'ordre du jour) 228

B) Autres documents d'intérêt juridique 228

2. Commission des droits de l'homme

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-sixième session)

1) Programme en vue de la célébration, en 1971, de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (point 11 de l'ordre du jour)
Mesures relatives à une mise en œuvre rapide de la Déclaration des Nations Unies et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 12 de l'ordre du jour) . . 228

2) Rapport de la vingt-deuxième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (point 19 de l'ordre du jour) 228

3) Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité (point 6 de l'ordre du jour) 229

4) Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale [résolution 10 (XXV) de la Commission] (point 13 de l'ordre du jour) 229

5) Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid* dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants (point 10 de l'ordre du jour) 229

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

6) Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient et rapport du Groupe spécial d'experts [résolution 6 (XXV) de la Commission] (point 5 de l'ordre du jour) 229

B) Autres documents d'intérêt juridique 229

3. Commission de la condition de la femme

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-troisième session)

1) Application des instruments internationaux et des normes nationales concernant les droits de la femme (point 3 de l'ordre du jour) 230

2) Protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre, en période de lutte pour la paix, la libération nationale et l'indépendance (point 6 de l'ordre du jour) 230

B) Autre document d'intérêt juridique. 230

4. Commission économique pour l'Europe

Document d'intérêt juridique 230

IV. — *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*

Documents d'intérêt juridique 230

V. — *Secrétariat*

1. Bureau de la coopération technique 231
2. Service de l'information 231

VI. — *Cour internationale de Justice*

1. Généralités 231
2. Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances 231
3. Mémoires, plaidoiries et documents 232

B. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

I. — *Organisation internationale du Travail*

A. - Organes représentatifs

Conventions et recommandations internationales du travail adoptées en 1970 232

B. - Organismes quasi judiciaires et commission d'experts 235

C. - Accords avec les Nations Unies et d'autres organisations 236

II. — *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*

A. - Questions constitutionnelles 236

B. - Comités permanents du Conseil 236

C. - Organes institués en vertu de l'article VI de l'Acte constitutif . . 236

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

D. - Conventions et accords 236
E. - Questions juridiques de fond 237
F. - Publications périodiques 239

III. — *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture*
A. - Questions constitutionnelles et questions de procédure 240
B. - États membres 240
C. - Relations avec d'autres organisations 241
D. - Réglementation internationale : conventions et recommandations 241
E. - Conférences et autres réunions. 243
F. - Instituts et autres organismes 243
G. - Questions de personnel 244
H. - Droit d'auteur 244
I. - Droits de l'homme 245
J. - La paix. 245
K. - Océanographie 245

IV. — *Organisation de l'aviation civile internationale*
1) Révision de la Convention relative à l'aviation civile internationale en vue d'y insérer des dispositions expresses sur les actes d'intervention illicite dans l'aviation civile internationale 246
2) Demande présentée par l'Algérie en vertu de l'Article 54, *n*, de la Convention sur l'aviation civile internationale 246
3) Révision de la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (12 octobre 1929), amendée par le Protocole de La Haye (28 septembre 1955) 246
4) Dix-septième session (extraordinaire) de l'Assemblée — Aspects juridiques 246
5) Convention relative à la capture illicite d'aéronefs 247
6) Projet de convention sur les actes d'intervention illicites dirigés contre l'aviation civile internationale 247
7) Résolutions adoptées par le Conseil le 1er octobre 1970 247
8) Comité sur l'intervention illicite dans l'aviation civile internationale et ses installations et services 248
9) Programme de travail du Comité juridique 248
10) Règlement intérieur 248
11) Règlement intérieur permanent de l'Assemblée 248
12) Annexes à la Convention sur l'aviation civile internationale, Procédures pour les services de navigation aérienne (PANS), Procédures complémentaires régionales (SUPPS) 248

V. — *Banque internationale pour la reconstruction et le développement*
Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements 249

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

VI. — *Fonds monétaire international* 249

VII. — *Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime* 249

VIII. — *Agence internationale de l'énergie atomique*

1. Statut et composition de l'Agence 249
2. Accords 250

CHAPITRE X. — BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN GÉNÉRAL

1. *Ouvrages généraux* 251
2. *Ouvrages concernant des questions particulières* 251

B. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. *Ouvrages généraux* 252
2. *Ouvrages concernant certains organes*
   - Assemblée générale 253
   - Conseil de sécurité 254
   - Cour internationale de Justice 254
   - Forces des Nations Unies 255
   - Secrétariat 255
3. *Ouvrages concernant des questions ou activités particulières*
   - Assistance technique 255
   - Commerce et développement 255
   - Compétence nationale 256
   - Composition et représentation 256
   - Définition de l'agression 256
   - Désarmement 256
   - Développement progressif et codification du droit international en général 258
   - Droit de la mer 258
   - Droit des traités 260
   - Droit pénal international 262
   - Droits de l'homme 262
   - Espace extra-atmosphérique 263
   - Financement 265
   - Intervention 265
   - Libre détermination 265
   - Maintien de la paix 265

Chapitre IX

RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies [1, 2]

PRINCIPAUX TITRES

I. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Assemblée plénière et grandes commissions
2. Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
4. Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États
5. Conseil des Nations Unies pour la Namibie
6. Comité spécial pour la question de la définition de l'agression
7. Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale
8. Commission du droit international
9. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

II. — CONSEIL DE SECURITÉ ET ORGANES SUBSIDIAIRES

Conseil de sécurité

III. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. Conseil économique et social et comités de session
2. Commission des droits de l'homme
3. Commission de la condition de la femme
4. Commission économique pour l'Europe

IV. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

La documentation concernant chaque organe des Nations Unies est groupée, le cas échéant, en deux sections: « [A)] Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique » et « [B)] Autres documents d'intérêt juridique ». La section A mentionne les comptes rendus analytiques et les comptes rendus sténographiques des séances au cours desquelles le point de l'ordre du jour a été discuté, ainsi que tous les documents qui ont trait à ce point. La section B énumère les autres documents présentant un intérêt juridique. Un document concernant un organe donné des Nations Unies n'est pas énuméré dans la section B relative à cet organe s'il figure déjà dans la section A concernant un autre organe.

[2] Les abréviations ci-après ont été employées dans les renvois aux documents: point: point de l'ordre du jour; A.G.: Assemblée générale; Plén.: séance plénière; C.E.S.: Conseil économique et social.

V. — SECRÉTARIAT

1. Bureau de la coopération technique
2. Service de l'information

VI. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

I. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. — ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE ET GRANDES COMMISSIONS

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-cinquième session)

1) *Rapport du Conseil économique et social* (point 12 de l'ordre du jour) [chapitre IX, sections B, C, F à J, M, N et O] [3]

a) Document de base: Rapport du Conseil économique et social [chapitre IX, sections B, C, F à J, M, N et O]: A.G. (XXV), Supplément n° 3 (A/8003).

b) Examen par la Troisième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1771, L.1838, L.1840, L.1843, L.1844, L.1846, L.1847) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8173 et Add.1): voir A.G. (XXV), Annexes, point 12.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Troisième Commission, 1816e à 1819e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1930e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2714 (XXV), 2715 (XXV), 2716 (XXV) et 2717 (XXV), en date du 15 décembre 1970.

2) *Célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies* (point 21 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Organisation de la session commémorative: rapport du Comité pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (A/8060 et Add.1) — Préparation du document final: premier et deuxième rapports du Comité pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (A/8103 et Add.1 et 2): voir A.G. (XXV), Annexes, point 21.

b) Examen en séance plénière:

i) *projets de résolution* (A/L.592, L.593, L.594, L.596, L.597, L.598): voir A.G. (XXV), Annexes, point 21.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Plén. 1860e, 1862e à 1870e, 1872e et 1883e à 1927e séances.

iii) *résolution adoptée:* résolution 2627 (XXV) de l'Assemblée générale [4] en date du 24 octobre 1970.

3) *Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* (point 23 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: A.G. (XXV), Supplément n° 23 (A/8023 et Add.1-8).

b) Examen par la Quatrième Commission:

---

[3] Voir aussi plus loin, sections III 1 A) 1) et 2), 2 A) 5) et 3 A) 1).

[4] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 55.

i) *projets de résolution* (A/C.4/L.979, L.980, L.983) et *rapport* de la Quatrième Commission (A/8248): voir A.G. (XXV), Annexes, point 23.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Quatrième Commission, 1896e, 1901e à 1911e et 1913e à 1917e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *projets de résolution* (A/L.621 et Add.1 et 2, L.622): voir A.G. (XXV), Annexes, point 23.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Plén. 1920e, 1922e à 1929e et 1933e séances.

iii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2708 (XXV) [sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux], 2709 (XXV) [sur la question d'Antigua, des Bahamas, des Bermudes, du Brunéi, de la Dominique, de la Grenade, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Cocos (Keeling), des îles Gilbert-et-Ellice, des îles Salomon, des îles Samoa américaines, des îles Seychelles, des îles Tokélaou, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Nioué, des Nouvelles-Hébrides, de Pitcairn, de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, de Sainte-Hélène, de Sainte-Lucie et de Saint Vincent] et 2711 (XXV) [sur la question du Sahara espagnol], en date du 14 décembre 1970.

Voir aussi la décision prise par l'Assemblée générale à sa 1929e séance plénière, le 14 décembre 1970, sur la question des îles Falkland (Malvinas), de la Côte française des Somalis et de Gibraltar.

4) *Programme spécial d'activités à l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* (point 24 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Programme spécial d'activités à l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: A.G. (XXV), Supplément no 23 B (A/8086 et Add.1).

b) Examen en séance plénière:

i) *débats:* A.G. (XXV), Plén. 1861e, 1862e et 1866e séances.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2621 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 12 octobre 1970.

5) a) *Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité: rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale*

b) *Pollution marine et autres effets dangereux ou nocifs qui pourraient résulter de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale: rapport du Secrétaire général*

c) *Vues des États Membres sur l'opportunité de convoquer à une date rapprochée une conférence sur le droit de la mer: rapport du Secrétaire général*

d) *Question de la largeur de la mer territoriale et questions connexes* (point 25 de l'ordre du jour) [5]

a) Document de base: Rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale: A.G. (XXV), Supplément no 21 (A/8021) — Pollution des mers et autres effets dangereux et néfastes pouvant résulter de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers et des océans et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale: rapport du Secrétaire général

---

Voir aussi plus loin, section 5.

(A/7924) — Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la vingt-cinquième session (A/8047 et Add.1, Add.2/Rev.1, Add.3 et 4): voir A.G. (XXV), Annexes, point 25.

b) Examen par la Première Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.536 et Rev.1, L.539, L.543 et Rev.1 et Corr.1, L.544, L.545 et Rev.1 et 2, L.551 et Rev.1, L.553, L.554, L.555, L.556, L.557, L.561, L.562, L.563, L.564, L.565) et *rapport* de la Première Commission (A/8097): voir A.G. (XXV), Annexes, point 25.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Première Commission, 1773e à 1789e, 1794e à 1796e et 1798e à 1801e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1933e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2749 (XXV) [6], 2750 A (XXV), 2750 B (XXV) et 2750 C (XXV), en date du 17 décembre 1970.

6) *Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique* (point 26 de l'ordre du jour) [7]

a) Document de base: Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: A.G. (XXV), Supplément no 20 (A/8020).

b) Examen par la Première Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.546, L.547, L.548 et Corr.1, L.549, L.550, L.552) et *rapport* de la Première Commission (A/8250): voir A.G. (XXV), Annexes, point 26.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Première Commission, 1790e à 1793e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1932e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2733 A (XXV), 2733 B (XXV), 2733 C (XXV) [8] et 2733 D (XXV), en date du 16 décembre 1970.

7) *Désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité du désarmement* (point 27 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport de la Conférence du Comité du désarmement: Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1970, document DC/233.

b) Examen par la Première Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.523, L.528, L.532, L.534 et Rev.1 et 2, L.537) et *rapport* de la Première Commission (A/8198): voir A.G. (XXV), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 93 et 94.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Première Commission, 1748e à 1764e, 1767e, 1772e, 1776e et 1783e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1919e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2660 (XXV), 2661 A (XXV), 2661 B (XXV) et 2661 C (XXV), en date du 7 décembre 1970.

8) *Questions des armes chimiques et bactériologiques (biologiques): Rapport de la Conférence du Comité du désarmement* (point 28 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport de la Conférence du Comité du désarmement: Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1970, document DC/233.

---

[6] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 59.

[7] Voir aussi plus loin, section 3.

[8] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 62.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.526, L.527, L.533) et *rapport* de la Première Commission (A/8179) : voir A.G. (XXV), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 93 et 94.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Première Commission, 1748e à 1762e et 1765e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXV), Plén., 1919e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2662 (XXV) de l'Assemblée générale [9] en date du 7 décembre 1970.

9) *Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires : rapport de la Conférence du Comité du désarmement* (point 29 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport de la Conférence du Comité du désarmement : Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1970, document DC/233.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.529, L.530) et *rapport* de la Première Commission (A/8180) : voir A.G. (XXV), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 93 et 94.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Première Commission, 1748e à 1762e et 1764e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXV), Plén., 1919e séance.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions de l'Assemblée générale 2663 A (XXV) et 2663 B (XXV) [10], en date du 7 décembre 1970.

10) *Examen de mesures relatives au renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général* (point 32 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Secrétaire général (A/7922 et Add.1-6).

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.513, L.514, L.515, L.516, L.517, L.518, L.519) et *rapport* de la Première Commission (A/8096) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 32.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Première Commission, 1725e à 1739e, 1795e et 1797e séances.

c) *Examen en séance plénière :*

i) *débat :* A.G. (XXV), Plén., 1932e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2734 (XXV) de l'Assemblée générale [11] en date du 16 décembre 1970.

11) *Politique d'*apartheid *du Gouvernement sud-africain : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid *du Gouvernement de la République sud-africaine* (point 34 de l'ordre du jour) [12]

a) Document de base : Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine : A.G. (XXV), Supplément no 22 (A/8022 et Add.1) — Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud : rapport du Secrétaire général (A/8109) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 34.

b) Examen par la Commission politique spéciale :

i) *projets de résolution* (A/SPC/L.182 et Rev.1, L.183 et Rev.1, L.184 et Rev.1, L.185 et Rev.1 et 2, L. 186 et Rev.1-3, L.187, L.188 et Rev.1, L.190 et Rev.1) et *rapport* de la Commission politique spéciale (A/8106 et Add.1) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 34.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Commission politique spéciale, 697e à 714e, 724e, 725e, 730e et 731e séances.

---

[9] *Ibid.*, p. 64.

[10] *Ibid.*, p. 66.

Ibid., p. 67.

[2] Voir aussi plus loin, section III 1 A) 1).

c) Examen en séance plénière:

i) *débats:* A.G. (XXV), Plén., 1864e et 1921e séances.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2624 (XXV) en date du 13 octobre 1970 et 2761 A (XXV) à 2761 F (XXV), en date du 8 décembre 1970.

Voir aussi la décision prise par l'Assemblée générale à sa 1921e séance plénière, le 8 décembre 1970.

12) *Souveraineté permanente sur les ressources naturelles: rapport du Secrétaire général* (point 45 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Souveraineté permanente sur les ressources naturelles: rapport du Secrétaire général (A/8058)

b) Examen par la Deuxième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.2/L.1136 et Rev.1, L.1137, L.1138) et *rapport* de la Deuxième Commission (A/8221): voir A.G. (XXV), Annexes, point 45.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Deuxième Commission, 1354e à 1356e, 1360e et 1631e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *projet de résolution* (A/L.620 et Add.1): voir A.G. (XXV), Annexes, point 45.

ii) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1926e séance.

iii) *résolution adoptée:* résolution 2692 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1970.

13) *Respect des droits de l'homme en période de conflit armé: rapport du Secrétaire général* (point 47 de l'ordre du jour) [13]

a) Document de base: Rapports du Secrétaire général (A/7720 et A/8052).

b) Examen par la Troisième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1797 et Rev.1-3, L.1798 et Rev.2, 3 et 5, L.1806 et Rev.1 et 2, L.1807, L.1808 et Rev.1 et 2 et Corr.1, L.1809 et Rev.1 et 2, L.1814 et Rev.1, L.1815, L.1816, L.1817) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8178): voir A.G. (XXV), Annexes, point 47.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Troisième Commission, 1780e à 1788e et 1792e à 1804e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1992e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2673 (XXV) [14], 2674 (XXV) [15], 2675 (XXV) [16], 2676 (XXV) [17] et 2677 (XXV) [18], en date du 9 décembre 1970.

14) *Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale: rapport du Secrétaire général* (point 49 de l'ordre du jour) [19]

a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (A/8056 et Add.1 et 2).

b) Examen par la Troisième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1818, L.1837) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8252): voir A.G. (XXV), Annexes, point 49.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Troisième Commission, 1814e et 1815e séances.

---

[13] Voir aussi plus loin, section III 1A) 1).

[14] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 000.

[15] *Ibid.*, p. 71.

[16] *Ibid.*, p. 71.

[17] *Ibid.*, p. 71.

[18] *Ibid.*, p. 71.

[19] Voir aussi plus loin, sections III 1 A) 1) et 2 A) 4).

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1930e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2713 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1970.

15) *Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité: rapport du Secrétaire général* (point 50 de l'ordre du jour) [20]

a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (A/8038 et Add.1 et 2).

b) Examen par la Troisième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1812, L.1831, L.1833) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8233): voir A.G. (XXV), Annexes, point 50.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Troisième Commission, 1813e et 1814e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1930e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2712 (XXV) de l'Assemblée générale [21] en date du 15 décembre 1970.

16) *Elimination de toutes les formes de discrimination raciale* a) *Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale: rapport du Secrétaire général* b) *Mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d'*apartheid *et de ségrégation en Afrique australe: rapport du Secrétaire général* c) *Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, présenté en vertu de l'article 9 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* d) *État de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale: rapport du Secrétaire général* (point 53 de l'ordre du jour) [22] *Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* (point 60 de l'ordre du jour)

a) Documents de base: Mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d'*apartheid* et de ségrégation en Afrique australe (A/8057): voir A.G. (XXV), Annexes, points 53 et 60 — Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale: rapport du Secrétaire général (A/8061): voir A.G. (XXV), Annexes, points 53 et 60 — Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale: A.G. (XXV), Supplément no 27 (A/8027) — État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale: note du Secrétaire général (A/7998).

b) Examen par la Troisième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1799 et Rev.1, L.1850 et Rev.1, L.1801, L.1802 et Rev.1, L.1804, L.1805) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8163): voir A.G. (XXV), Annexes, points 53 et 60.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Troisième Commission, 1760e à 1780e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1915e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions de l'Assemblée générale 2646 (XXV), 2647 (XXV) [23], 2648 (XXV) et 2649 (XXV), en date du 30 novembre 1970.

17) *Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-deuxième session* (point 84 de l'ordre du jour) [24]

---

[20] Voir aussi plus loin, section III 2 A) 3).

[21] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p.78 .

[22] Voir aussi plus loin, sections III 1 A) 1) et 2 A) 1).

[23] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 80.

[24] Voir aussi plus loin, section 8.

a) Document de base: Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-deuxième session: A.G. (XXV), Supplément n° 10 (A/8010/Rev.1).

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.795, L.797) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8147) [25]: voir A.G. (XXV), Annexes, point 84.

ii) *débat:* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1186e à 1193e, 1196e, 1197e et 1200e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *projet de résolution* (A/L.612): voir A.G. (XXV), Annexes, point 84.

ii) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1903e séance.

iii) *résolution adoptée:* résolution 2634 (XXV) [26] de l'Assemblée générale en date du 12 novembre 1970.

18) *Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États* (point 85 de l'ordre du jour)[27]

a) Document de base: Rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États: A.G. (XXV), Supplément n° 18 (A/8018).

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *projet de résolution* (A/C.6/L.793 et Corr.1 et 2 et Add.1) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8082): voir A.G. (XXV), Annexes, point 85.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Sixième Commissisn, 1178c à 1184e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1833e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale [28] en date du 24 octobre 1970.

19) *Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa troisième session* (point 86 de l'ordre du jour) [29]

a) Document de base: Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa troisième session: A.G. (XXV), Supplément n° 17 (A/8017).

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *projet de résolution* (A/C.6/L.798) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8146): voir A.G. (XXV), Annexes, point 86.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1194e à 1199e et 1201e à 1205c séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1903e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2635 (XXV) de l'Assemblée générale [30] en date du 12 novembre 1970.

20) *Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression* (point 87 de l'ordre du jour) [31]

a) Document de base: Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression: A.G. (XXV), Supplément n° 19 (A/8019).

---

[25] Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 82.

[26] *Ibid.*, p. 111.

[27] Voir aussi plus loin, section 4.

[28] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 113.

[29] Voir aussi plus loin, section 9.

[30] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 119.

[31] Voir aussi plus loin, section 6.

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *projet de résolution* (A/C.6/L.799 et Rev.1) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8171): voir A.G. (XXV), Annexes, point 87.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1202e à 1209e et 1211e à 1213e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1914e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2644 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 25 novembre 1970.

21) *Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies* (point 88 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Note du Secrétaire général (A/8053): voir A.G. (XXV), Annexes, point 88.

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.817 et Rev.1 et 2, L.818) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8219): voir A.G. (XXV), Annexes, point 88.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1238e à 1244e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1926e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2697 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1970.

22) *Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28* (point 89 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Note du Secrétaire général (A/8054): voir A.G. (XXV), Annexes, point 89.

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *rapport* de la Sixième Commission (A/8201): voir A.G. (XXV), Annexes, point 89.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1237e et 1238e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1920e séance.

ii) *décision adoptée:* décision prise par l'Assemblée générale à sa 1920e séance plénière, le 8 décembre 1970.

23) *Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international: rapport du Secrétaire général* (point 90 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (A/8130 et Corr.1).

b) Examen par la Sixième Commission:

i) *projet de résolution* (A/C.6/L.811 et Rev.1) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8213): voir A.G. (XXV), Annexes, point 90.

ii) *débats:* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1229e, 1231e et 1235e à 1238e séances.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1926e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2698 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1970.

24) *Développement progressif et codification des règles de droit international relatives aux voies d'eau internationales* (point 91 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale (A/7991): voir A.G. (XXV), Annexes, point 91.

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.810 et Rev.1 et 2, L.814, L.816) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8202) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 91.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1225e, 1228e et 1230e à 1236e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXV), Plén. 1920e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2669 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1970.

Voir aussi la décision prise par l'Assemblée à sa 1920e séance plénière le 8 décembre 1970.

25) *Mesure dans laquelle est appliquée la résolution 2456 B (XXIII) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)* (point 93 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session (A/7993 et Add.1 et 2) : voir A.G. (XXV), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 93 et 94.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projet de résolution* (A/C.1/L.522 et Rev.1) et *rapport* de la Première Commission (A/8181) : voir A.G. (XXV), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 93 et 94.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Première Commission, 1748e à 1762e et 1764e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXV), Plén., 1919e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2666 (XXV) de l'Assemblée générale [32] en date du 7 décembre 1970.

26) *Examen du rôle de la Cour internationale de Justice* (point 96 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la vingt-cinquième session (A/8042 et Add.1 et 2) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 96.

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.800 et Rev.1, L.801, L.802, L.806 et Rev.1, L.808 et Rev.1 et 2) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8238) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 96.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1210e à 1218e et 1224e à 1230e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXV), Plén., 1931e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2723 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1970.

27) *Détournement d'aéronefs ou ingérence dans les liaisons aériennes civiles* (point 99 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour de la vingt-cinquième session (A/8091) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 99.

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.803 et Rev.1 et 2, L.804, L.805 et Rev.1, L.807, L.809 et Rev.1) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8176) : voir A.G. (XXV), Annexes, point 99.

ii) *débats :* A.G. (XXV), Sixième Commission, 1198e, 1219e à 1223e, 1225e, 1226e, 1228e, 1230e et 1231e séances.

---

[32] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 121.

c) Examen en séance plénière:

i) *débat:* A.G. (XXV), Plén., 1914e séance.

ii) *résolution adoptée:* résolution 2645 (XXV) de l'Assemblée générale [33] en date du 25 novembre 1970.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Règlement intérieur de l'Assemblée générale

Les « pouvoirs » prévus à l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale: déclaration présentée par le Conseiller juridique au Président de l'Assemblée générale sur sa demande (A/8160) [34]: voir A.G. (XXV), Annexes, point 3.

Cour internationale de Justice

Rapport de la Cour: A.G. (XXV), Supplément n° 5 (A/8005).

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapport du Commissaire général de l'UNRWA: A.G. (XXV), Supplément n° 13 (A/8013) [chapitre I, section E: Questions juridiques].

Conseil des Nations Unies pour la Namibie

Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie: A.G. (XXV), Supplément n° 24 (A/8024) [35].

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [36]

Rapport du Conseil du commerce et du développement: A.G. (XXV), Supplément n° 15 (A/8015/Rev.1) [deuxième partie, chapitre VI, section C: Développement progressif du droit commercial international].

Droits politiques de la femme [37]

Rapport du Secrétaire général (A/8132 et Add.1).

Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [38]

Rapport du Haut Commissaire: A.G. (XXV), Supplément nos 12 (A/8012) [chapitre premier: Protection internationale] et 12 A (A/8012/Add.1) [chapitre III: Protection internationale].

Tribunal administratif

Note du Secrétaire général (A/INF/141) [transmet la note que le Secrétaire général adresse chaque année au Président de l'Assemblée générale au sujet des travaux du Tribunal].

Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Note du Secrétaire général (A/7935).

Rapport de la Cinquième Commission (A/8115): voir A.G. (XXV), Annexes, point 76.

Voir aussi la résolution 2631 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 9 novembre 1970.

Question des méthodes d'établissement des faits

Liste des spécialistes du droit et d'autres domaines élaborée en exécution de la résolution 2329 (XXII) de l'Assemblée générale. Note du Secrétaire général (A/8108).

2. — Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [39]

Document d'intérêt juridique

Note sur la protection internationale. Présentée par le Haut Commissaire (A/AC.96/433).

---

[33] *Ibid.*, p. 123.

[34] *Ibid.*, p. 180.

[35] Voir aussi plus loin, section I 5.

[36] Voir aussi plus loin, section IV.

[37] Voir aussi plus loin, section III 3 A) 1).

[38] Voir aussi plus loin, section I 2.

[39] Voir aussi plus haut, section 1 B).

3. — Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique [40]

A) *Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (treizième session)

Examen des rapports des organes suivants... b) *Sous-Comité juridique (A/AC.105/85)*; c) *Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/83)* (point 3 de l'ordre du jour)

a) Documents de base: Rapport du Sous-Comité juridique (contenant le texte tel qu'approuvé par le Sous-Comité, du titre, du préambule et de treize articles d'un projet de convention sur la responsabilité pour les dommages causés par le lancement d'objets dans l'expace extra-atmosphérique) [A/AC.105/85] — Rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/83).

b) Examen par le Comité:

i) *rapport* du Comité: A.G. (XXV), Supplément n° 20 (A/8020), chapitre II, sections B et C.

ii) *débats:* A/AC.105/PV. 61 à 69.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Sous-Comité juridique

La question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique. Document de base établi par le Secrétariat (A/AC.105/C.2/7).

Comptes rendus analytiques des cent trente-deuxième à cent cinquante et unième séances (A/AC.105/C.2/SR.132-151).

4. — Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1970) [41]

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

Achèvement des travaux du Comité spécial, compte tenu des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission lors de la vingt-quatrième session et des sessions précédentes de l'Assemblée générale et au Comité spécial en 1964, 1966, 1967, 1968, et 1969, le Comité s'efforçant de résoudre, eu égard à la résolution 2327 (XXII) de l'Assemblée générale, les questions en suspens relatives à la formulation des sept principes [résolution 2533 (XXIV), par. 4] (point 6 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Résolution 2533 (XXIV) de l'Assemblée générale — Rapport du Comité spécial, 1969: A.G. (XXIV), Supplément n° 19 (A/7619).

b) Examen par le Comité spécial:

i) *propositions* (A/AC.125/L.82 et Corr.1, L.85 [concernant le préambule d'un projet de déclaration sur les sept principes], *propositions* (A/AC.125/L.80, L.81) [concernant le principe de l'égalité du droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes], *document de travail* (A/AC.125/L.83) [concernant le stade final de la rédaction de la Déclaration], *rapport* du Comité de rédaction (A/AC.125/L.86) et *rapport* du Comité spécial: A.G. (XXV), Supplément n° 18 (A/8018).

ii) *débats:* A/AC.125/SR.110 à 114.

5. — Conseil des Nations Unies pour la Namibie [42]

Document d'intérêt juridique

Question des documents de voyage. Rapport du Secrétaire général (A/AC.131/10/Add.3 et 4).

---

[40] Voir aussi plus haut, section 1 A) 6).

[41] Voir aussi plus haut, section 1 A) 18).

[42] Voir aussi plus haut, section 1 B).

6. — Comité spécial pour la question de la définition de l'agression [43]

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

Examen de la question de la définition de l'agression [résolutions 2330 (XXII), 2420 (XXIII) et 2459 (XXIV) de l'Assemblée générale] (point 5 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Résolutions 2330 (XXII), 2420 (XXIII) et 2549 (XXIV) de l'Assemblée générale.

b) Examen par le Comité spécial :

i) *proposition :* (A/AC.134/L.17/Add.2), *projet de résolution* (A/AC.134/L.26), *rapport* du Groupe de travail constitué par le Comité (A/AC.134/L.25/Rev.1) et *rapport* du Comité : A.G. (XXV), Supplément n° 19 (A/8019).

ii) *débats :* A/AC.134/SR.53 à 78.

7. — Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale [44]

Documents d'intérêt juridique

Comptes rendus analytiques des trentième à trente-huitième séances du Sous-Comité juridique (A/AC.138/SC.1/SR.30-35 et 36-38).

8. — Commission du droit international [45]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-deuxième session)*

1) *Relations entre les États et les organisations internationales* (point 2 de l'ordre du jour).

a) Document de base : Cinquième rapport sur les relations entre les États et les organisations internationales par M. Abdullah El-Erian, Rapporteur spécial (A/CN.4/227 et Add.1 et 2).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXV), Supplément n° 10 (A/8010/Rev.1), chapitre II.

ii) *débats :* Commission du droit international, 1043e à 1045e, 1047e à 1065e, 1069e, 1073e, 1077e 1078e et 1084e séances.

2) *Succession d'États :* a) *Succession en matière de traités...* (point 3 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Troisième rapport sur la succession en matière de traités par sir Humphrey Waldock, Rapporteur spécial (A/CN.4/224 et Add.1).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXV), Supplément n° 10 (A/8010/Rev.1), chapitre III.

ii) *débats :* Commission du droit international, 1067e, 1068e et 1070e à 1072e séances.

3) *Responsabilité des États* (point 4 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Deuxième rapport sur la responsabilité des États par M. Roberto Ago, Rapporteur spécial (A/CN.4/233).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXV), Supplément n° 10 (A/8010/Rev.1), chapitre IV.

ii) *débats :* Commission du droit international, 1011e à 1013e et 1036e séances.

---

[43] Voir aussi plus haut, section 1 A) 20).

[44] Voir aussi plus haut, section 1 A) 5).

[45] Voir aussi plus haut, la section 1 A) 17). Pour plus de détails, voir *Annuaire de la Commission du droit international, 1970* (publication des Nations Unies numéros de vente : F.70.V.8 et F.71.V.6).

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Succession d'États

Troisième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités par M. Mohammed Bedjaoui, Rapporteur spécial (A/CN.4/226).

Septième étude établie par le Secrétariat dans la série intitulée « La succession d'États aux traités multilatéraux » (A/CN.4/225).

Première étude établie par le Secrétariat dans la série « La succession d'États en matière de traités bilatéraux » (A/CN.4/229).

Supplément établi par le Secrétariat (A/CN.4/232) au Résumé des décisions des tribunaux internationaux concernant la succession d'États (*Annuaire de la Commission du droit international, 1962*, vol. II, document A/CN.4/151).

Clause de la nation la plus favorisée

Deuxième rapport sur la clause de la nation la plus favorisée par M. Endre Ustor, Rapporteur spécial (A/CN.4/228 et Add.1).

Examen du programme de travail de la Commission

Document de travail préparatoire établi par le Secrétariat (A/CN.4/230 et Corr.1).

9. — Commission des Nations Unies pour le droit commercial international [46]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (troisième session)

1) *Vente internationale des objets mobiliers corporels* (point 4 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (A/CN.9/35) — Analyse des réponses et des observations des gouvernements relatives à la Convention de La Haye de 1964: rapport du Secrétaire général (A/CN.9/31) — Analyse des réponses et des observations des gouvernements relatives à la Convention de La Haye de 1955: rapport du Secrétaire général (A/CN.9/33) — Rapport du Groupe de travail sur les délais et la prescription dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels (A/CN.9/30) — Conditions générales de vente et contrats types: rapport du Secrétaire général (A/CN.9/34).

b) Examen par la Commission:

i) *rapport* de la Commission: A.G. (XXV), Supplément n° 17 (A/8017), chapitre II.

ii) *débats:* A/CN.9/SR.54, 59 et 60.

2) *Paiements internationaux* (point 5 de l'ordre du jour)

a) Documents de base: Analyse des réponses des gouvernements et des institutions bancaires et commerciales au questionnaire sur les effets de commerce utilisés dans le cadre des paiements internationaux: rapport du Secrétaire général (A/CN.9/38) — Crédits bancaires commerciaux: rapport du Secrétaire général (A/CN.9/44) — Garanties et sûretés: note du Secrétaire général (A/CN.9/45 et Add.1).

b) Examen par la Commission:

i) *rapport* de la Commission: A.G. (XXV), Supplément n° 17 (A/8017), chapitre III.

ii) *débats:* A/CN.9/SR.57 et 58.

3) *Arbitrage commercial international* (point 6 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport préliminaire sur l'arbitrage commercial international par M. Ion Nestor, Rapporteur spécial (A/CN.9/42).

b) Examen par la Commission:

i) *rapport* de la Commission: A.G. (XXV), Supplément n° 17 (A/8017), chapitre IV.

ii) *débats:* A/CN.9/SR.52, 53 et 60.

---

[46] Voir aussi plus haut, section 1 A) 19).

4) *Réglementation internationale des transports maritimes* (point 7 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (A/CN.9/41).

b) Examen par la Commission:

i) *rapport* de la Commission: A.G. (XXV), Supplément n° 17 (A/8017), chapitre V.

ii) *débat:* A/CN.9/SR.59.

B) *Autre document d'intérêt juridique*

Formation et assistance en matière de droit commercial international: Rapport du Secrétaire général (A/CN.9/39).

II. — CONSEIL DE SÉCURITÉ ET ORGANES SUBSIDIAIRES

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Document d'intérêt juridique

Rapport intérimaire soumis au Conseil de sécurité par le Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506e séance (S/9836).

III. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET COMITÉS DE SESSION

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (reprise de la quarante-huitième session)

1) *Droits de l'homme:* a) *Rapport de la Commission des droits de l'homme*; b) *Coordination des activités des organismes des Nations Unies à l'égard de la politique d'*apartheid *et de discrimination raciale en Afrique australe*; c) *Respect des droits de l'homme en période de conflit armé* (point 2 de l'ordre du jour) [47]

a) Documents de base: Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-sixième session: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816) — Rapport du Secrétaire général sur la partie *b* de la question (E/4817).

b) Examen par le Comité social:

i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.570, L.571, L.572, L.573 et Rev.1, L.574, L.575, L.576) et *rapport* du Comité social (A/4868): voir C.E.S. (XLVIII), Annexes, point 3.

ii) *débats:* E/AC.7/SR.635 à 645.

c) Examen par le Conseil:

i) *débat:* C.E.S. (XLVIII), 1693e séance.

ii) *résolutions adoptées:* résolutions du Conseil économique et social 1500 (XLVIII), 1501 (XLVIII), 1503 (XLVIII) et 1504 (XLVIII), en date du 27 mai 1970.

2) *Rapport de la Commission de la condition de la femme* (point 3 de l'ordre du jour) [48]

a) Document de base: Rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt-troisième session: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 6 (E/4831).

b) Examen par le Comité social:

i) *rapport* du Comité social (E/4870): voir C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 6 (E/4831).

ii) *débats:* E/AC.7/SR.644 à 647.

---

[47] Voir aussi plus haut, sections I 1 A) 1), 11), 13) et 14), et plus loin, section 2.

[48] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 1), et plus loin, section 3.

c) Examen par le Conseil :

i) *débat :* C.E.S. (XLVIII), 1694e séance.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions du Conseil économique et social 1511 (XLVIII), 1515 (XLVIII) et 1517 (XLVIII), en date du 28 mai 1970.

3) *Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux* (point 4 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Rapport du Groupe spécial d'experts (E/4791) — Rapport de l'OIT (E/4819).

b) Examen par le Conseil :

i) *projet de résolution* (E/L.1324).

ii) *débats :* C.E.S. (XLVIII), 1693e et 1694e séances.

iii) *résolution adoptée :* résolution 1509 (XLVIII) du Conseil économique et social en date du 28 mai 1970.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Réforme agraire

Progrès de la réforme agraire. Cinquième rapport (E/4769 — numéro de vente : F.70.IV.5) [Annexe IV : Certains aspects juridiques de la réforme agraire].

Relations avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Note du Secrétaire général (E/4891).

Stupéfiants

Rapport sur la première session extraordinaire de la Commission des stupéfiants : C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 8 (E/4785) [contient au chapitre III le texte d'un projet de protocole révisé sur les substances psychotropes].

2. — Commission des droits de l'homme [49]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-sixième session)

1) *Programme en vue de la célébration, en 1971, de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale* (point 11 de l'ordre du jour)

Mesures relatives à une mise en œuvre rapide de la Déclaration des Nations Unies et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 12 de l'ordre du jour) [50]

a) Documents de base : résolution 2544 (XXIV) de l'Assemblée générale — Note du Secrétaire général (E/CN.4/1022).

b) Examen par la Commission :

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1118, L. 1119) et *rapport* de la Commission : C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816), chapitres II et XXIII.

ii) *débats :* E/CN.4/SR.1048 à 1052.

2) *Rapport de la vingt-deuxième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités* (point 19 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport de la vingt-deuxième session de la Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorité s(E/CN.4/1008).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816), chapitres III et XXIII.

ii) *débats :* E/CN.4/SR.1049 et 1050.

---

[49] Voir aussi plus haut, section III 1 A) 1).

[50] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 16).

3) *Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité* (point 6 de l'ordre du jour) [51]

a) Document de base: Étude préparée par le Secrétaire général (E/CN.4/983 et Add.1 et 2).

b) Examen par la Commission:

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1121, L.1127) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816), chapitres IV et XXIV.

ii) *débats:* E/CN.4/SR.1052 à 1059.

4) *Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale* [*résolution 10 (XXV) de la Commission*] (point 13 de l'ordre du jour) [52]

a) Document de base: Note du Secrétaire général (E/CN.4/1031).

b) Examen par la Commission:

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1120 et Rev.1, L.1122, L.1124, L.1125, L.1126) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816), chapitres V et XXIII.

ii) *débats:* E/CN.4/SR.1052 à 1058.

5) *Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid *dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants* (point 10 de l'ordre du jour) [53]

a) Documents de base: Note du Secrétaire général (E/CN.4/1019 et Add.1) — Rapport du Groupe spécial d'experts sur l'enquête demandée par la résolution 21 (XXV) de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1020 et Add.1-3) — Avant-projet de règles de procédure type applicables pour les organes des Nations Unies ayant à connaître des violations des droits de l'homme (E/CN.4/1021).

b) Examen par la Commission:

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1138 et Rev.1, L.1139, L.1140) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816), chapitres X, XXIII et XXIV.

ii) *débats:* E/CN.4/SR.1072 à 1078.

6) *Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen Orient et rapport du Groupe spécial d'experts* [*résolution 6 (XXV) de la Commission*] (point 5 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1016 et Add.1-5).

b) Examen par la Commission:

i) *projet de résolution* (E/CN.4/L.1142) et *rapport* de la Commission C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 5 (E/4816), chapitres XI et XXIII.

ii) *débats:* E/CN.4/SR.1078 à 1082.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales [54]

Textes (ou extraits) des décisions prises par des organes de l'Organisation des Nations Unies où figurent des dispositions se rapportant à la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants (E/CN.4/923/Add.3).

---

[51] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 15).

[52] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 14).

[53] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 1), et plus loin, section B).

[54] Voir aussi plus haut, section III 2 A) 5).

Question de l'esclavage

Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme — Rapport intérimaire présenté par le Rapporteur spécial, M. Awad (E/CN.4/Sub.2/312).

Lutte contre la discrimination

Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission [de la lutte contre les mesure discriminatoires et de la protection des minorités]

— Mémoire présenté par le Bureau international du Travail (E/CN.4/Sub.2/309).

— Mémoire présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/CN.4/Sub.2/315 et Add.1).

3. — Commission de la condition de la femme [55]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-troisième session)

1) *Application des instruments internationaux et des normes nationales concernant les droits de la femme* (point 3 de l'ordre du jour) [56]

a) Documents de base: Application de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes: rapports du Secrétaire général (E/CN.6/530 et E/CN.6/531 et Add.1) — Droits politiques de la femme: rapport du Secrétaire général (A/7920).

b) Examen par la Commission:

i) *projets de résolution* (E/CN.6/L.573, L.574) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 6 (E/4831), chapitres II et XII.

ii) *débats:* E/CN.6/SR.548, 549, 551, 552, 553 et 562.

2) *Protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre, en période de lutte pour la paix, la libération nationale et l'indépendance* (point 6 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (E/CN.6/536).

b) Examen par la Commission:

i) *projet de résolution* (E/CN.6/L.591) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLVIII), Supplément n° 6 (E/4831), chapitres V et XIII.

ii) *débats:* E/CN.6/SR.564, 565 et 569.

B) *Autre document d'intérêt juridique*

Condition de la mère célibataire

La condition de la mère célibataire en droit et dans la pratique: rapport du Secrétaire général (E/CN.6/540).

4. — Commission économique pour l'Europe

Document d'intérêt juridique

Règlement d'arbitrage de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies (E/ECE/625/Rev.1 — Numéro de vente: F.70.II.E/Mim.14).

IV. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Documents d'intérêt juridique

Conseil du commerce et du développement

---

[55] Voir aussi plus haut, section III 1 A) 2).

[56] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 1).

Commission des transports maritimes — Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes

Les connaissements — Rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/C.4/ISL/6).

Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970

Actes de la Conférence (TD/TIN.4/7/Rev.1 — Numéro de vente: F.70.II.D.10) [contient le texte du quatrième Accord international sur l'étain].

V. — SECRÉTARIAT [57]

1. — Bureau de la coopération technique

Droits de l'homme

Cycle d'études sur les problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement. Nicosie, Chypre, 26 juin-9 juillet 1969. Organisé par les Nations Unies en coopération avec le Gouvernement de Chypre (ST/TAO/HR/36).

Séminaire sur la jouissance des droits économiques et sociaux en particulier dans les pays en voie de développement, Lusaka, Zambie, 23 juin-4 juillet 1970. Organisé par les Nations Unies en coopération avec le Gouvernement zambien (ST/TAO/HR/40).

2. — Service de l'information

L'Organisation des Nations Unies et le développement du droit international, par Constantin A. Stavropoulos, Conseiller juridique des Nations Unies (OPI/411).

Contribution de l'Organe judiciaire principal des Nations Unies à la réalisation des objectifs de l'Organisation, par sir Muhammad Zafrulla Khan, Président de la Cour internationale de Justice (OPI/414).

VI. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE [58]

1. — Généralités

Annuaire, 1969-1970. N° 24. 1970. XI, 145 p. Imprimé. Numéro de vente: 339.

Yearbook, 1969-1970. N° 24. 1970. XI, 145 p. Imprimé. Numéro de vente: 340.

Bibliographie de la Cour internationale de Justice. Établie par la Bibliothèque de la Cour. N° 23, 1969. [42] XXXVI p. Imprimée. Numéro de vente: 338.

2. — Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances

Recueil des arrêts, avis, consultatifs et ordonnances, 1969 [1970]. 257, 257 p. + 17 p. Imprimé. Numéros de vente: 327 et 335. Volume relié portant sur l'ensemble de l'année 1969, avec index.

Index. 17 p. Imprimé. Numéro de vente: 335.

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1970. Affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited [Nouvelle requête: 1962] (Belgique *c.* Espagne) Deuxième phase, Arrêt du 5 février 1970, 1970. [3-360], 358, 358 p. Imprimé. Numéro de vente:337.

Conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité. Ordonnance du 5 août 1970. 1970. [359-360], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente: 341.

Conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité. Ordonnance du 28 août 1970. 1970. [362-363], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente: 342.

[57] Les publications périodiques du Service juridique ne sont pas mentionnées dans cette section: voir l'Index des documents de l'Organisation des Nations Unies, publié par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld de l'Organisation des Nations Unies.

[58] Pour plus de détails, voir *Annuaire* de la Cour internationale de Justice, 1969-1970 et 1970-1971.

Mémoires, plaidoiries et documents [1960] 1966.

Affaires du Sud-Ouest africain (Ethiopie *c.* Afrique du Sud; Libéria *c.* Afrique du Sud), vol. XII [1970], XXVII, 605 p. Imprimé. Numéro de vente: 336.

Mémoiries, plaidoiries et documents. Affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited [Nouvelle requête: 1962] (Belgique *c.* Espagne), vol. I [1970], VIII, [835] p. Imprimé. Numéro de vente: 344.

Affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited [Nouvelle requête: 1962] (Belgique *c.* Espagne), vol. II [1970], XXXIV, 544 p. Imprimé. Numéro de vente: 346.

Affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited [Nouvelle requête: 1962] (Belgique *c.* Espagne), vol. III [1970], XII, [398] p. Imprimé. Numéro de vente: 347.

B. — Répertoire juridique des organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies

I. — ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

A. — ORGANES REPRÉSENTATIFS

CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL ADOPTÉES EN 1970 [59]

1. — *Cinquante-quatrième session de la Conférence internationale du Travail (3-25 juin 1970)*

a) Convention sur la fixation des salaires minima. Recommandation sur la fixation des salaires minima

i) Ordre du jour de la cinquante-troisième session (1969) de la Conférence internationale du Travail. Question du mécanisme de fixation du salaire minimum et problèmes connexes, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement. Procès-verbaux de la 170e session du Conseil d'administration, Genève, 14-17 novembre 1967, p. 62-64. Français, anglais, espagnol.

ii) Mécanismes de fixation du salaire minimum et problèmes connexes, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-troisième, session (1969), Rapport VII (1) [60] et Rapport VII (2), 96 et 127 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

iii) Mécanismes de fixation du salaire minimum et problèmes connexes, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-troisième session, Genève, 1969. Compte rendu des travaux, p. 739-749; 513-520. Français, anglais, espagnol.

iv) Ordre du jour de la cinquante-quatrième session (1970) de la Conférence internationale du Travail; cinquante-troisième session (1969) de la Conférence. Compte rendu des travaux, p. 749, 520, 786. Français, anglais, espagnol.

v) Mécanismes de fixation du salaire minimum et problèmes connexes, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session, Genève, 1970. Rapport V (1) et Rapport V (2), 46 et 47 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

---

[59] Les travaux préparatoires de l'instrument qui, normalement, couvrent une période de deux ans, seront mentionnés, afin de faciliter le travail de référence, l'année au cours de laquelle l'instrument a été adopté.

[60] Ce rapport contient un historique des travaux de l'OIT qui ont abouti à l'inscription à l'ordre du jour de la cinquante-troisième session de la Conférence (1969) de la question des mécanismes de fixation du salaire minimum et problèmes connexes, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement.

vi) Mécanismes de fixation du salaire minimum et problèmes connexes, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session, Genève, 1970. Compte rendu des travaux, p. 482-489; 653. Français, anglais, espagnol.

vii) Convention sur la fixation des salaires minima. *Bulletin officiel*, vol. LIII, nº 3, 1970, p. 275-278. Français, anglais, espagnol.

viii) Recommandation sur la fixation des salaires minima. *Bulletin officiel*, vol. LIII, nº 3, 1970, p. 284-288. Français, anglais, espagnol.

b) Convention sur les congés payés (révisée)

i) Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Nécessité de réviser la Convention (nº 52) sur les congés payés, 1936. Rapport à la quarante-huitième session (1964) de la Conférence internationale du Travail. Rapport III (Partie IV), 1964, p. 231-332. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

ii) Ordre du jour de la cinquante-troisième session (1969) de la Conférence internationale du Travail. Question des congés payés. Procès-verbaux de la 169e session du Conseil d'administration, Genève, 2-3 et 30 juin 1967, p. 35-37. Français, anglais, espagnol.

iii) Les congés payés. Conférence internationale du Travail, cinquante-troisième session (1959), Rapport VI (1) [61] et Rapport VI (2), 104 et 133 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

iv) Les congés payés. Conférence internationale du Travail, cinquante-troisième session, Genève, 1969. Compte rendu des travaux, p. 723-738; 513. Français, anglais, espagnol.

v) Ordre du jour de la cinquante-quatrième session (1970) de la Conférence internationale du Travail; cinquante-troisième session (1969) de la Conférence. Compte rendu des travaux, p. 738, 513, 785. Français, anglais, espagnol.

vi) Les congés payés. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session (1970), Rapport IV (1) et Rapport IV (2); 55 et 75 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

vii) Les congés payés. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session, Genève, 1970. Compte rendu des travaux, p. 664-667; 680-688; 709. Français, anglais, espagnol.

viii) Convention sur les congés payés (révisée). *Bulletin officiel* vol. LIII, nº 3, 1970, p. 279-284. Français, anglais, espagnol.

c) Recommandation sur les programmes spéciaux pour la jeunesse

i) Ordre du jour de la cinquante-troisième session (1969) de la Conférence internationale du Travail. Programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement. Procès-verbaux de la 170e session du Conseil d'administration, Genève, 14-17 novembre 1967, p. 62-64. Français, anglais, espagnol.

ii) Programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-troisième session (1969). Rapport VIII (1) [62] et Rapport VIII (2), 64 et 176 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

iii) Programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-troisième session, Genève, 1969. Compte rendu des travaux, p. 750-763; 490-501. Français, anglais, espagnol.

iv) Ordre du jour de la cinquante-quatrième session (1970) de la Conférence internationale du Travail; cinquante-troisième session (1969) de la Conférence. Compte rendu des travaux, p. 763; 501; 786. Français, anglais, espagnol.

---

[61] L'introduction de ce rapport présente un historique des travaux de l'OIT qui ont abouti à l'inscription à l'ordre du jour de la cinquante-troisième session de la Conférence (1969) de la question des congés payés.

[62] L'introduction de ce rapport présente un historique des travaux de l'OIT qui ont abouti à l'inscription à l'ordre du jour de la cinquante-troisième session de la Conférence (1969) de la question des programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement.

v) Programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session (1970). Rapport VI (1) et Rapport VI (2), 50 et 59 pages respectivement. Français anglais, espagnol, allemand, russe.

vi) Programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session, Genève, 1970. Compte rendu des travaux, p. 648-653; 668. Français, anglais, espagnol.

vii) Recommandation sur les programmes spéciaux pour la jeunesse. *Bulletin officiel*, vol. LIII, nº 3, 1970, p. 288-297. Français, anglais, espagnol.

2. — *Cinquante-cinquième session (maritime) de la Conférence internationale du Travail (14-30 octobre 1970)*

Convention sur le logement des équipages (dispositions complémentaires). Recommandation sur le logement des équipages (climatisation). Recommandation sur le logement des équipages (lutte contre le bruit). Convention sur la prévention des accidents (gens de mer). Recommandation sur la prévention des accidents (gens de mer). Recommandation sur la formation professionnelle des gens de mer. Recommandation sur le bien-être des gens de mer. Recommandation sur l'emploi des gens de mer (évolution technique).

a) Commission paritaire maritime, vingtième session, Genève, 25 septembre-6 octobre 1967. Document JMC/20/6, 51 pages. Français, anglais, espagnol.

b) Ordre du jour de la Conférence technique maritime préparatoire. Réexamen de certains des anciens instruments relatifs à l'industrie maritime en vue de les mettre à jour. Procès-verbaux de la 170e session du Conseil d'administration, Genève, 14-17 novembre 1967, p. 72-75. Français, anglais, espagnol.

c) Rapports (ronéotypés) [63] à la Conférence technique maritime préparatoire, Gênes, septembre 1969:

i) Le logement des équipages. Rapport I, 83 pages.

ii) Les problèmes d'emploi découlant de l'évolution technique et de la modernisation à bord des navires. Rapport III, 139 pages.

iii) La prévention des accidents à bord des navires en mer et dans les ports. Rapport IV, 92 pages.

iv) La formation professionnelle des gens de mer. Rapport V, 110 pages.

v) Le bien-être des marins en mer et dans les ports. Rapport VI, 51 pages.

d) Conférence technique maritime préparatoire, Gênes, 15-26 septembre 1969. Compte rendu des travaux, document GB.177/6/6, 125 pages. Français, anglais, espagnol.

e) Ordre du jour de la cinquante-cinquième session [maritime] (1970) de la Conférence internationale du Travail. Procès-verbaux de la 177e session du Conseil d'administration, Genève, 18-21 novembre 1969, p. 72-73. Français, anglais, espagnol.

f) Rapports [64] à la cinquante-cinquième session [maritime] (1970) de la Conférence internationale du Travail:

i) Le logement des équipages. Rapport II (1) [65] et Rapport II (2), 41 et 47 pages respectivement.

ii) La prévention des accidents à bord des navires en mer et dans les ports. Rapport V (1) [65] et Rapport V (2), 31 et 27 pages respectivement.

iii) La formation professionnelle des gens de mer. Rapport VI [65], 45 pages.

iv) Le bien-être des marins en mer et dans les ports. Rapport VII [65], 34 pages.

v) Les problèmes découlant de l'évolution technique et de la modernisation à bord des navires en rapport avec: *a*) les mesures de recrutement destinées à répondre aux

[63] Ces rapport sont publiés en français, anglais, espagnol.

[64] Ces rapports sont publiés en français, anglais, espagnol, allemand, russe.

[65] L'introduction de ce rapport présente un historique des travaux de l'OIT qui ont abouti à l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session (maritime) de la Conférence (1970).

possibilités d'emploi susceptibles de se présenter dans la navigation maritime; *b*) la formation et le recyclage pour l'emploi en mer; *c*) les conséquences sur le niveau de l'emploi des gens de mer, y compris les mesures pour remédier aux effets des excédents de main-d'œuvre qui en résultent. Rapport IV (1) [65] et Rapport IV (2), 33 et 25 pages respectivement.

g) Compte rendu des travaux de la cinquante-cinquième session (maritime), Genève, 1970, de la Conférence internationale du Travail [66]:

i) Le logement des équipages, p. 177-187; 199-202; 233.

ii) Les problèmes découlant de l'évolution technique et de la modernisation à bord des navires en rapport avec: *a*) les mesures de recrutement destinées à répondre aux possibilités d'emploi susceptibles de se présenter dans la navigation maritime; *b*) la formation et le recyclage pour l'emploi en mer; *c*) les conséquences sur le niveau de l'emploi des gens de mer, y compris les mesures pour remédier aux effets des excédents de main-d'œuvre qui en résultent, p. 143-149; 191-194; 226.

iii) La prévention des accidents à bord des navires en mer et dans les ports, p. 149-157; 203-206; 233.

iv) La formation professionnelle des gens de mer, p. 109-115; 158-160; 204.

v) Le bien-être des marins en mer et dans les ports, p. 137-142; 189-191; 226-230.

h) *Bulletin officiel* du Bureau international du Travail, vol. LIV, n° 1, 1971 (français, anglais, espagnol):

i) Convention sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), p. 7-16.

ii) Recommandation sur le logement des équipages (climatisation), p. 36-37.

iii) Recommandation sur le logement des équipages (lutte contre le bruit), p. 37-39.

iv) Convention sur la prévention des accidents (gens de mer), p. 16-21.

v) Recommandation sur la prévention des accidents (gens de mer), p. 39-42.

vi) Recommandation sur la formation professionnelle des gens de mer, p. 21-28.

vii) Recommandation sur le bien-être des gens de mer, p. 28-32.

viii) Recommandation sur l'emploi des gens de mer (évolution technique), p. 32-36.

B. — Organismes quasi judiciaires et commissions d'experts

1. — Rapport de la Commission instituée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail pour examiner les plaintes au sujet de l'observation par la Grèce de la Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, présentées aux termes de l'article 26 de la Constitution de l'OIT par un certain nombre de délégués à la cinquante-deuxième session de la Conférence internationale du Travail, 14 octobre 1970. *Bulletin officiel*, vol. LIV, n° 2, 1971, Supplément spécial, 99 pages. Voir aussi: Note supplémentaire, 8 février 1971. Document GB.182/5/8, 182e session du Conseil d'administration, Genève, 2-5 mars 1971, 6 pages. Français, anglais, espagnol.

2. — Rapports du Comité de la liberté syndicale institué par le Conseil d'administration:

a) 113e, 114e, 115e et 116e rapports, 25 février 1970, 13 novembre 1969, 13 novembre 1969, 25 février 1970. *Bulletin officiel*, vol. LIII, n° 2, 1970. Supplément, 171 pages. Français, anglais, espagnol.

b) 117e, 118e et 119e rapports, 25 février 1970, 27 mai 1970, 27 mai 1970. *Bulletin officiel*, vol. LIII, n° 4, 1970. Supplément, 69 pages. Français, anglais, espagnol.

3. — Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session, Genève, 1970. Rapport III (Partie 4), 382 pages. Français, anglais, espagnol.

---

[66] Le compte rendu des travaux est publié en français, anglais, espagnol.

C. — ACCORDS AVEC LES NATIONS UNIES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

1. — Mémorandum d'entente concernant la nécessité d'intensifier la collaboration accrue entre la FAO, l'OIT, l'ACI, la FIPA et la FITPASC pour la promotion des coopératives dans les pays en voie de développement, adopté par les organisations participantes le 13 juin 1969. *Bulletin officiel*, vol. LIII, nº 1, 1970, p. 146-148. Français, anglais, espagnol.

2. — Échange de lettres entre le Directeur général du Bureau international du Travail et le Directeur général du Centre de développement industriel pour les États arabes, 1er décembre 1969. *Bulletin officiel*, vol. LIII, nº 2, 1970, p. 268. Français, anglais, espagnol.

II. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

A. — QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Questions	*Documents*
1. Durée du mandat du Directeur Général	CL 55/REP [67]
2. Fonctions du Comité des questions constitutionnelles et juridiques	CL 55/REP, par. 247-250
3. Mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à la décolonisation et à la discrimination raciale	CL 55/REP, par. 184-191; CL 55/18; CL 55/18 Add.1
4. Examen des organes statutaires de la FAO	CL 55/REP, par. 201-209; CL 55/27

B. — COMITÉS PERMANENTS DU CONSEIL

Organe	*Documents*
1. Transformation du Comité des pêches en un comité ouvert à tous les États Membres intéressés	CL 55/REP, par. 210-219; CL 55/3, par. 65-69; CL 55/8, par. 11-22; CL 55/19, par. 78-81; PC 17/6
2. Création d'un Comité permanent des forêts	CL 55/REP, par. 220-225; CL 55/3, par. 73-74; CL 55/8, par. 4-11
3. Nouveau Comité du Conseil (Comité de l'Agriculture)	CL 55/REP, par. 165-166

C. — ORGANES INSTITUÉS EN VERTU DE L'ARTICLE VI DE L'ACTE CONSTITUTIF

Organe	*Documents*
1. Création du Comité FAO de la production oléicole	CL 55/REP, par. 226-228; CL 55/30
2. Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius (Règlement intérieur)	CL 55/REP, par. 229-231 CL 55/31; ALINORM 70/43, par. 16-36 et Appendice IV; ALINORM 70/8 — Première partie et Add. I
3. Amendements au Règlement intérieur de la Commission européenne d'agriculture	CL 55/REP, par. 232-233; CL 55/55

D. — CONVENTIONS ET ACCORDS

Accord	*Documents*
1. Accord portant création d'un organe en vertu de l'article XIV: Commission de lutte contre le criquet pèlerin en Afrique du Nord-Ouest	CL 55/REP, par. 234-238 et Appendice G; CL/Res [68]. 4/55; CL 55/34, Annexe I; CL 55/5, par. 78-79; CL 55/6, par. 111-114; CL 55/8

[67] La cote CL 55/REP est celle du rapport de la cinquante-cinquième session du Conseil.

[68] La cote CL/Res. est celle des résolutions du Conseil.

2. Conférence de Plénipotentiaires pour l'établissement de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO): Acte Final avec Acte Constitutif (Annexe I) signés à Dakar le 4 septembre 1970 [69]	AGS-AFR/REG-220; AGS: WARDA/70/14

E. — QUESTIONS JURIDIQUES DE FOND [70]

1. — Législation agraire et législation sur les eaux

Questions	*Documents*
a) Certains aspects juridiques de la réforme agraire	Annexe IV à la publication « Progrès de la réforme agraire — Cinquième rapport », préparé conjointement par l'ONU, la FAO et l'OIT, p. 312 à 325, 1970. Reproduit par offset
b) Masrévery, J.: Legal methods for the improvement of agricultural planning	Document de travail O du Cycle d'étude sur l'utilisation des terres et la planification des cultures dans l'agriculture, tenu à Berlin par la Fondation allemande pour les pays en voie de développement, 17 avril au 14 mai 1970. 25 p. Ronéotypé
c) Masrévery, J. et Sand, P.: Tendances récentes de la législation sur les structures agraires en Europe	ECA: AS/70/1, ii + 16 p., 28 avril 1970. Reproduit par offset
d) Caponera, D.A.: Water policy as an instrument of land reform	Contribution au Groupe d'experts des Nations Unies sur les politiques de mise en valeur des ressources en eau, Buenos Aires, 8-13 juin 1970. 4 p. Ronéotypé
e) Sand, P.H.: Atmospheric water resources for agriculture — Law and policy of weather control operations	Contribution au Groupe d'experts des Nations Unies sur les politiques de mise en valeur des ressources en eau, Buenos Aires, 8-13 juin 1970. i + 10 p. Ronéotypé.
f) Caponera, D. A.: Water policy, administration and legislation in Africa	WRD/CONF/4, 26 p., 14 May 1970. Ronéotypé.
g) Masrévery, J.: Législation et réglementation applicables au pacage en forêt et aux terrains de parcours dans la zone méditerranéenne	FO: SCM 70/2, i + 13 p., juin 1970. Reproduit par offset.
h) Masrévery, J.: Agrarian law and legal institutions designed to apply it within the framework of land reform	Contribution au premier Congrès international sur le droit agraire, Caracas (Venezuela) 26-31 juillet 1970, ii + 20 p. Dactylographié
i) Herrero-Ayllon, E.: Aspectos institucionales de los proyectos de ragadio y colonizacion	Contribution au Séminaire international sur la planification des projets d'irrigation en Amérique latine, organisé par la Fondation allemande pour les pays en voie de développement, Berlin, 28 juillet-20 août 1970. 17 p. Reproduit par offset
j) Caponera, D. A.: Institutional and organizational requirements for water development and management	AGL: TWDP/70/5 (a), 11 p. September 1970. Reproduit par offset

[69] Le projet de constitution a été établi par le Secrétariat de la FAO.

[70] Sauf indication contraire, les documents énumérés ont été préparés par le Service de législation de la FAO ou en coopération avec lui.

k) Caponera, D. A.: Le régime juridique des eaux internationales. Quelques déclarations et résolutions adoptées par les institutions juridiques internationales formant le droit coutumier, les principes généraux et la doctrine concernant l'utilisation des ressources en eaux internationales	Service de législation — Document de référence nº 1, i + 33 p., novembre 1970. Reproduit par offset

2. — LÉGISLATION SUR LES FORÊTS, LA FAUNE NATURELLE ET LES PÊCHERIES

Questions	*Documents*
a) Moore, G.: The role of administrative action as a tool in water pollution control (Le rôle instrumental des mesures administratives dans la lutte contre la pollution des eaux)	EIFAC 70 SC 111-8, 15 p., 28 April 1970. Reproduit par offset
b) Moore, G.: The role of international bodies in the control of water pollution — Legal and institutional aspects	Présenté à la cinquième Conférence internationale sur la recherche concernant la pollution des eaux, juillet-août 1970. 10 p. Ronéotypé
c) Moore G.: The control of marine pollution and the protection of living resources of the sea. A comparative study of international controls and national legislation and administration	FIR; MP/70/R-15, 25 p., 23 Octobre 1970. Reproduit par offset
d) Exploitation et conservation des ressources biologiques de la mer [71]	COFI/70/7, 33 p. avril 1970
e) Suggestions for management measures (submitted to the Committee on Management of Indian Ocean Tuna, Indian Ocean Fishery Commission) [71]	10 FC: TM/70/7, September 1970

3. — NORMES ALIMENTAIRES ET LÉGISLATION

Questions	*Documents*
a) Rapport sur les glaces de consommation, cinquième partie: Législation et normes nationales.	ALINORM 70/34 — Section B, 50 p. + 5 p. Annexe (MDS 70/15), janvier 1970. Reproduit par offset
b) Ricard, R.: Insuffisance et possibilités d'améliorations dans le cadre juridique et institutionnel du développement laitier au Burundi	Service de législation de la FAO: Rapport d'assistance technique nº 1. i + 18 p., décembre 1970. Polycopié
c) Ricard, R.: Vers la réforme du cadre juridique et institutionnel du développement laitier au Rwanda	Service de législation de la FAO: Rapport d'assistance technique nº 2. i + 16 p., décembre 1970. Polycopié
d) Normes et législation alimentaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine [72]	ALINORM 70/43, par. 37-50; ALINORM 70/30; ALINORM 70/31; ALINORM 70/32
e) Renseignements sur les activités d'autres organisations internationales s'occupant de normalisation alimentaire et de questions connexes [72]	ALINORM 70/43, par. 51-62; ALINORM 70/28
f) La notion de norme générale [72]	ALINORM 70/43; par. 132-135; ALINORM 70/37; SP/10/3-45
g) Définition des termes « Additif alimentaire », « Contaminant » et « Traitement » [72]	ALINORM 70/43, par. 136-137; ALINORM 70/38

[71] Préparé par le Département des pêches.

[72] Préparé par le Secrétariat de la Commission du Codex Alimentarius.

h) Principes généraux de l'emploi des additifs alimentaires [72]	ALINORM 70/43, par. 138-141 et Appendice VI; ALINORM 70/39

4. — COMMISSION DU BASSIN DU TCHAD [73]

Questions	*Documents*
a) Zenny, F. B.: Amendement aux Règlements intérieurs de la Commission	AGL/SF/REG/79, i + 3 p., 8 juin 1970. Ronéotypé
b) Zenny, F. B.: Ratification de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, 1968	AGL/SF/REG/79, i + 3 p., 8 juin 1970. Ronéotypé
c) Zenny, F. B.: Règlements concernant la pêche intérieure et la faune	AGL/SF/REG/79, ii + 21 p., 8 juin 1970. Ronéotypé
d) Zenny, F. B.: Addendum: « Règlements concernant la pêche intérieure et la faune »: Liste comparée d'espèces protégées en vertu de la Convention africaine, 1968, et de la législation des pays membres de la Commission du Bassin du Tchad	AGL/SF/REG/79, 11 p., 17 juin 1970. Reproduit par offset
e) Sand, P. H.: Aspects de droit international	AGL/SF/REG/79, i + 14 p., 17 juin 1970. Ronéotypé
f) Sand, P. H.: Frontières internationales des cours d'eau du bassin du lac Tchad	AGL/SF/70/32, ii + 56 p., 6 novembre 1970. Ronéotypé

5. — INVESTISSEMENTS

Questions	*Documents*
a) Henderson, J.: Les codes des investissements et l'agriculture. Étude des mesures législatives et autres dispositions adoptées par les pays en voie de développement pour attirer et réglementer les investissements privés étrangers; cette étude met l'accent sur l'agriculture, y compris l'exploitation forestière, les pêches et les industries connexes	Collection FAO: Série législative nº 9, x + 245 p., 1970. Imprimé
b) Legislative and administrative measures taken in Mexico to attract and regulate foreign private investment in agriculture, forestry, fisheries and related industries	DDI: G/70/33, i + 18 p., November 1970. Reproduit par offset

6. — PRODUITS DE BASE ET COMMERCE

Questions	*Documents*
a) Sauvegarde des échanges commerciaux habituels des produits agricoles	CL 55/REP, par. 52-59; CL/Res. 2/55
b) Entente officieuse sur le sisal et le henequen	CCP: HF/SC 71/15, par. 14-20

F. — PUBLICATIONS PERIODIQUES

« Recueil de législation — Alimentation et Agriculture » — Imprimé — Publié semestriellement.

« Feuille de législation » — Reproduit par offset — 6 numéros par an. (Anglais; titres en français et espagnol.)

« Additifs aux aliments — Législation récente » — Reproduit par offset — 10 numéros par an.

[73] Les documents mentionnés sont des documents de travail sur les aspects juridiques des travaux de la Commission du Bassin du Tchad, préparés pour la Commission par le Service de législation de la FAO.

III. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

A. — QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET QUESTIONS DE PROCÉDURE

a) *Conseil exécutif*

1) Procédure d'élection et durée du mandat des membres du Conseil exécutif: rapport du Conseil exécutif. *Documents 16 C/27*, 10 juillet 1970, *16 C/91*, 19 octobre 1970 (Comité juridique, Premier rapport). Anglais, espagnol, français, russe.

2) Durée du mandat des membres du Conseil exécutif: projets d'amendement à l'Article V de l'Acte constitutif et aux articles 95 A et 97 du Règlement intérieur de la Conférence générale, présentés par Ceylan. *Documents 16 C/28*, 13 juillet 1970, *16 C/91*, 19 octobre 1970 (Comité juridique, Premier rapport). Anglais, espagnol, français, russe.

3) Procédure d'élection et durée du mandat des membres du Conseil exécutif. 16 C/Résolutions 13, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

b) *Fonctions du Comité juridique*

1) Comité juridique, Huitième rapport. *Document 16 C/104*, II. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Fonctions du Comité juridique. *16 C/Résolutions 46*, octobre-novembre 1971.

c) *Règlement intérieur de la Conférence générale*

1) Projets d'amendement au Règlement intérieur de la Conférence générale. *Document 16 C/29*, 7 août 1970, *16 C/92*, 19 octobre 1970 (Comité juridique, Troisième rapport). Anglais, espagnol, russe, français.

2) Amendements au Règlement intérieur de la Conférence générale. *16 C Résolutions 14*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

d) *Règlement financier*

1) Règlement financier: projet d'amendement aux articles 4.3 et 4.4. *Document 16 C/42*, 10 juillet 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Amendements au règlement financier (articles 4.3 et 4.4). *16 C Résolutions 19*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

e) *Divers*

Acceptation de dons, legs et subventions et rapport sur la création ou la clôture de fonds de dépôts, comptes de réserve et comptes spéciaux. *Document 84 EX/27*, 20 mars 1970, *84 EX/27 Add.*, 1er juin 1970, *84 EX/Décisions 8.1*, mai-juin 1970, *85 EX/22*, 20 août 1970, *85 EX/Décisions 8.6*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

B. — ÉTATS MEMBRES

1) Communications du Gouvernement tchécoslovaque concernant la demande d'admission de la République démocratique allemande à l'UNESCO. *Document 85 EX/30*, 17 septembre 1970, *85 EX/Décisions 9.1*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Fréquence et forme des rapports généraux que les États membres doivent présenter en vertu de l'article VIII de l'Acte constitutif et traitement de ces rapports. *Document 16 C/26*, 14 août 1970, *16 C/26 Add.*, *16 C/97*, 29 octobre 1970 (Comité juridique, Quatrième rapport). Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 37*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

C. — RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

a) *Office de secours et de travaux des Nations Unies*

Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA). *Document 84 EX/5*, 29 avril 1970, *84 EX/5 Add.*, 12 juin 1970, *84 EX/5, Add. 2*, 15 juin 1970, *84 EX Décisions 4.2.1*, mai-juin 1970, *85 EX/4*, 28 septembre 1970, *85 EX/Décisions 4.1.2*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

b) *Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Assocation internationale de développement*

Coopération avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (AID). *Document 84 EX/33*, 11 mai 1970, *84 EX/Décisions 7.7*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

c) *Organisations internationales non gouvernementales*

1) Classement des organisations internationales non gouvernementales. *Document 84 EX/23*, 26 mars 1970, 5 p. et annexe, *84 EX/24*, 10 juin 1970, *84 EX/Décisions 7.5*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Modifications intervenues dans le classement des organisations internationales non gouvernementales admises aux différentes catégories de relations avec l'UNESCO. *Document 16 C/23*, 7 août 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

D. — RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE: CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS

a) *Convention et recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*

1) Invitation au Souaziland à adhérer à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *Document 84 EX/34*, 12 mai 1970, *84 EX/Décisions 4.2.4*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Recommandations du Conseil exécutif à la Conférence générale concernant la procédure d'examen des rapports des États membres sur l'application de la Convention ou de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'éducation. *Document 84 EX/6*, 2 avril 1970, *84 EX/Décisions 4.2.2*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Propositions concernant la procédure à suivre lors de la prochaine consultation des États membres. *Document 16 C/14*, 31 août 1970, *16 C/94*, 26 octobre 1970 (Comité juridique, Cinquième rapport). Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 38*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

b) *Protocole instituant une Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre États parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*

1) Transmission à la Conférence générale de la liste des personnes présentées en vue de l'élection des membres de la Commission. *Document 84 EX/10*, 27 mars 1970 et *Corr. 1, 2 et 3, 84 EX/10 Add.*, 14 mai 1970, *84 EX/Décisions 4.4.2*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Transmission à la Conférence générale de la liste des personnes présentées en vue de l'élection des membres de la Commission (soumission des nouvelles candidatures reçues depuis la 84e session) — Frais de voyage et indemnités journalières de ses membres. *Document 85 EX/11*, 17 septembre 1970, *85 EX/Décisions 4.4.11*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Élection des membres de la Commission. *Document 16 C/64*, 31 août 1970, *16 C/64, Annexe I Rev*, 2 novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 5.122*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

c) *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé*

1) Rapport du Directeur général sur l'application de la décision 4.3.1 adoptée par le Conseil exécutif à sa 83e session. (Mise en œuvre des résolutions 3.342 et 3.343 de la Quinzième session de la Conférence générale et application dans les territoires occupés de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.) *Document 84 EX/8*, 16 juin 1970, *84 EX/8 Add.*, 17 avril 1970, *84 EX/8 Add.2*, 14 mai 1970, *84 EX/8 Add.3*, 28 mai 1970, *84 EX/8 Add.4* 29 mai 1970, *84 EX/8 Add.5*, 4 juin 1970, *84 EX/8 Add.6*, 15 juin 1970, *84 EX/8 Add.7*, 16 juin 1970, Anglais, espagnol, français, russe.

2) Rapport du Directeur général sur l'application au Cambodge de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. *Document 85 EX/9*, 10 septembre 1970, *85 EX/Décisions 4.3.1*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

d) *Recommandation concernant la condition du personnel enseignant*

1) Rapport du Comité conjoint de l'Organisation internationale du Travail et de l'UNESCO sur la suite donnée par les États membres à la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *Document CEART/II/1970/4, et Corr. anglais seulement*, 30 juin 1970. *Document 16 C/15*, 13 juillet 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Rapport du Comité sur les conventions et recommandations dans le domaine de l'éducation. *Document 85 EX/3*, 13 août 1970, *16 C/15 Add.1*, 13 août 1970, *85 EX/Décisions 4.1.1*, septembre-novembre 1970, *16 C/15 Add.2*, 19 octobre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Rapports périodiques des États membres sur l'application de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *16 C/Résolutions 39*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

e) *Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés* [74]

1) Premiers rapports spéciaux présentés par les États membres sur la suite donnée par eux à la Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés. *Document 16 C/16*, 9 octobre 1970, *16 C/16 Add.*, 19 octobre 1970, *16 C/16 Add.2*, 19 octobre 1970, *16 C/16 Add.3*, 19 octobre 1970, *16 C 98* (Comité juridique, Sixième rapport), 29 octobre 1970. Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 40*, octobre-novembre 1970. Anglais arabe, espagnol, français, russe.

2) Rapport général sur les premiers rapports spéciaux présentés par les États membres au sujet de la suite donnée par eux à la Recommandation adoptée par la Conférence générale à la quinzième session. *Document 16 C/Résolutions Partie C.* Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

f) *Recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques relatives aux bibliothèques*

1) Recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques relatives aux bibliothèques. Adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, Paris, 13 novembre 1970 (pas de cote). Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

2) Projet de recommandation sur la normalisation internationale des statistiques relatives aux bibliothèques. *Document 16 C/18*, 10 juillet 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

g) *Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels* [75]

1) Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, Paris, 14 novembre 1970 (pas de cote). Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

---

[74] Voir *Annuaire juridique, 1968*, p. 158.

[75] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 133.

2) Projet de convention sur les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. *Document 16 C/17, et Corr.*, 13 juillet 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

h) *Convention et recommandation adoptée par la Conférence générale à sa seizième session*

Premiers rapports spéciaux présentés par les États membres sur la suite donnée par eux à la Convention et à la Recommandation adoptée à la seizième session. *Document 16 C/98*, 29 octobre 1970 (Comité juridique, Sixième rapport). Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 41*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

i) *Propositions concernant la règlementation internationale*

1) Règlementation internationale éventuelle sur la protection des monuments et des sites de valeur universelle. *Document 84 EX/14*, 22 avril 1970. *84 EX/Décisions 5.3*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.
2) Opportunité d'adopter un instrument international concernant la protection des monuments et des sites de valeur universelle. *Document 16 C/19*, 31 juillet 1970. Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 3.412*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.
3) Règlementation internationale éventuelle sur la reproduction photographique d'œuvres protégées par le droit d'auteur. *Document 84 EX/15*, 20 mars 1970. *84 EX/Décisions 5.4*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.
4) Opportunité d'adopter un instrument international concernant la reproduction photographique d'œuvres protégées par le droit d'auteur. *Document 16 C/20*, 31 août 1970. Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 5.132*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe espagnol, français, russe.
5) Opportunité de modifier les conventions existantes ou d'élaborer un nouvel instrument international en vue d'assurer la protection des signaux de télévision transmis par des satellites de communication. *Document 16 C/21*, 15 septembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 5.134*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

E. — CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

1) Invitations au Comité d'experts gouvernementaux sur les problèmes soulevés en matière de droit d'auteur et de protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, lors des transmissions par satellites spatiaux. *Document 84 EX/9*, 27 mars 1970, *84 EX/Décisions 4.4.1*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.
2) Conférence internationale d'États sur la protection des phonogrammes. *16 C/Résolutions 5.133*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe. *Document 86 EX/5 et Corr.*, *86 EX/Décisions 6.1.2*, décembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.
3) Invitations à la Conférence des ministres des États européens chargés de la politique scientifique. *Document 84 EX/32*, 12 mai 1970, *84 EX/Décisions 4.5.1*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.
4) Invitations aux conférences et réunions gouvernementales figurant au programme pour l'année 1971. *Document 86 EX/2*, 16 novembre 1970, *86 EX/Décisions 6.1.1*, décembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

F. — INSTITUTS ET AUTRES ORGANISMES

1) Commission internationale d'experts sur les stratégies du développement de l'éducation dans le monde. *Document 84 EX/7*, 8 avril 1970, *84 EX/Décisions 4.2.3*, mai-juin 1970. Anglais, espagnol, français, russe.
2) Statuts du Comité scientifique international pour la rédaction et la publication de l'Histoire générale de l'Afrique. *Document 85 EX/10 Rev.* 6 octobre 1970, *85 EX/Décisions 4.3.2.*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Modification des statuts du Comité consultatif international de la documentation, des bibliothèques et des archives. *Document 86 EX/3*, 12 novembre 1970, *86 EX/Décisions 6.2*, décembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

4) Projets d'amendement aux statuts du Conseil de coordination de la Décennie hydrologique internationale. *Document 16 C/30*, 10 juillet 1970, *16 C/99*, 31 octobre 1970 (Comité juridique, Septième rapport). Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 2.333*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

5) Projets d'amendement aux statuts de la Commission océanographique intergouvernementale. *Document 16 C/31*, 10 juillet 1970, *16 C/104*, 9 novembre 1970 (Comité juridique, Huitième rapport). Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 2.343*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

6) Projet de Statuts du Conseil international de coordination du programme « L'homme et la biosphère ». *Document 16 C/78, Annexe II*, 6 octobre 1970 et *Corr.* 23 octobre 1970, *16 C/100*, 3 novembre 1970 (Recommandations de la Commission du programme). Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 2.313*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

G. — QUESTIONS DE PERSONNEL

1) Statut et Règlement du personnel : Rapport du Directeur général sur les modifications apportées au Règlement du personnel depuis la quinzième session. *Document 16 C/44*, 14 août 1970, *16 C/44 Add.*, 23 octobre 1970, *16 C/44 Add.2*, 23 octobre 1970, *16 C/44 Add.3*, 31 octobre 1970. Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 21.1 et 21.2*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

2) Politique en matière de personnel, notamment en ce qui concerne l'octroi de contrats de durée indéterminée. *Document 16 C/50*, 31 août 1970, *16 C/50 Add.*, 23 octobre 1970, *16 C/50 Add.2*, 20 octobre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Tribunal administratif : mesures à prendre à l'expiration de sa période de compétence. *Document 16 C/45*, 14 août 1970, *16 C/45 Add.* Anglais, espagnol, français, russe. *16 C/Résolutions 22*, octobre-novembre 1970. Anglais, arabe, espagnol, français, russe.

4) Projet d'amendement au paragraphe 2 des statuts du Conseil d'appel. *Document 16 C/69*, 16 septembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

H. — DROIT D'AUTEUR

1) Réunion d'information des organisations internationales non gouvernementales dont les activités concernent le droit d'auteur, Paris, 16 mars 1970. Rapport de la réunion, *Document INLA/INFMET.1/3*, 4 mai 1970, 3 p. et annexes. Anglais, français, espagnol, et *Corr.1*, *Document IGC/PREPCOM/6 Corr.*, 8 mai 1970. Anglais.

2) Comité intergouvernemental du droit d'auteur. Comité préparatoire *ad hoc* chargé d'élaborer une version préliminaire des propositions de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur, Paris, 11-16 mai 1970.

   — Projets de textes ou de commentaires relatifs à la révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur présentés par les États parties à cet instrument. *Document IGC/PREPCOM/3*, 1er mai 1970, 2 p. et annexes, et *Add.1*, 4 mai 1970, *Add.2 et 3*, 8 mai 1970, et *Add.4*, 21 mai 1970. Anglais, français, espagnol.

   — Projets de textes ou de commentaires relatifs à la révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur présentés par les organisations internationales non gouvernementales. *Document IGC/PREPCOM/4*, 1er mai 1970, 1 p. et annexes, et *Add.1*, 30 avril 1970, *Add.2*, 1er mai 1970. Anglais, français, espagnol.

   — Étude comparative des droits fondamentaux de reproduction, de représentation ou d'exécution publiques et de radiodiffusion, définis et réglementés par les législations nationales et les conventions internationales sur le droit d'auteur. *Document IGC/PREPCOM/5*, 4 mai 1970, 37 p. et annexes. Anglais, français, espagnol.

— Rapport adopté par le Comité. Document *IGC/PREPCOM/13*, 19 juin 1970, 19 p. et annexes, et *Corr.1*, 3 août 1970. Anglais, français, espagnol.

3) Comité intergouvernemental du droit d'auteur, session extraordinaire, Paris, septembre 1970

— Commentaires sur les propositions de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur présentés par les États parties à cet instrument. *Document IGC/XR.2/3*, 20 août 1970, 1 p. et annexes, et *Add.1*, 28 août 1970, *Add.2*, *3*, *4*, 31 août 1970, *Add.5*, 3 septembre 1970, *Add.6*, 8 septembre 1970, et *Add.7*, 9 octobre 1970. Anglais, français, espagnol.

— Commentaires sur les propositions de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur présentés par les organisations internationales non gouvernementales. *Document IGC/XR.2/4*, 20 août 1970, 1 p. et annexes. Anglais, français, espagnol.

— Rapport adopté par le Comité. *Document IGC/XR.2/21*, 30 octobre 1970, 13 p. et annexes. Anglais, français, espagnol.

4) Rapport du Directeur général sur l'examen par des organismes compétents des problèmes internationaux de droit d'auteur que pose l'application des différentes conventions multilatérales. *Document 16 C/85*, 14 octobre 1970, 10 p. et annexes. Anglais, français, espagnol.

5) Bulletin du droit d'auteur de l'UNESCO, Revue trimestrielle d'information, vol. IV, nos 1, 2, 3, 4 (1970). *Document INLA. 70/III.51-4/F*, 1970. Anglais, français, espagnol.

I. — DROITS DE L'HOMME

1) Mise en œuvre de la résolution 2555 (XXIV) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies. *Document 84 EX/35*, 12 mai 1970, 6 p. et annexe, *84 EX/35 Add.*, 2 juin 1970, 2 p. et annexe, *84 EX/Décisions 7.8*, mai-juin 1970, *85 EX/16*, 3 p. et annexe, 25 septembre 1970, *85 EX/Décisions 7.3*, septembre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Réunion d'experts sur le droit à la vie privée, UNESCO, Paris, 19-23 janvier 1970, Rapport final, *Document SHC/CONF. 12/11*, 4 février 1970, 3 p. et annexe. Anglais, français.

3) Réunion d'experts sur le rôle des moyens d'information dans une société multiraciale, UNESCO, Paris, 8-12 décembre 1969, Rapport final. *Document SHC/CONF. 11/21*, 31 mars 1970, 7 p. et annexe. Anglais, français.

4) Les droits culturels en tant que droits de l'homme. Cultural Policy: études et documents. *Document SHC/69/XIX.3/A,F.* 129 p. Anglais, français.

5) Égalité d'accès des femmes à l'alphabétisation: étude comparée. *Document ED/MD/14*, 31 août 1970, 39 p. et annexes. Anglais, espagnol, français.

6) Étude comparée sur l'enseignement mixte. *Document ED/MD/15*, 30 octobre 1970, 120 p. et annexes. Anglais, espagnol, français.

J. — LA PAIX

1) Contribution de l'UNESCO à la paix et tâches de l'UNESCO en ce qui concerne l'élimination du colonialisme. *Document 16 C/74*, 9 octobre 1970, 4 p. et annexe, *16 C/74 Add.*, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Contribution de l'UNESCO et tâches de l'UNESCO en ce qui concerne l'élimination du colonialisme: Rapport du Directeur général et propositions relatives à un plan à long terme d'action intégrée. *Document 16 C/12*, 11 septembre 1970, 12 p., *16 C/Résolutions 8* [76], octobre-novembre 1970. Anglais, espagnol, français, russe.

K. — OCÉANOGRAPHIE

1) Commission océanographique intergouvernementale: Rapport succinct de la deuxième session du Groupe de travail sur les questions juridiques liées aux recherches scientifiques sur l'océan,

[76] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 124.

Nations Unies, New York, 16 février 1970. *Document SC/IOC. WG-4/2*, 13 mai 1970, 8 p. et annexes. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Commission océanographique intergouvernementale : Rapport succinct de la quatrième réunion du Groupe d'experts sur le statut juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques (SADO), OMCI, Londres, 15-26 juin 1970, *Document SC/IOC.EG-I(IV)/12*, 17 septembre 1970, 4 p. et annexes. Anglais, espagnol, français, russe.

IV. — ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

1) Révision de la Convention relative à l'aviation civile internationale en vue d'y insérer des dispositions expresses sur les actes d'intervention illicite dans l'aviation civile internationale

[Le 9 décembre, le Conseil a décidé de différer sa décision sur l'organe qui sera chargé de l'étude de cette question ainsi que sur le calendrier de cette étude en attendant que soient connus les résultats de certaines réunions sur l'intervention illicite dans l'aviation civile internationale.]

Doc 8918 A 18 — P/3. Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 140. Anglais, espagnol, français.

2) Demande présentée par l'Algérie en vertu de l'Article 54, *n*, de la Convention sur l'aviation civile internationale

[Le 5 octobre, le Conseil a abordé l'examen d'une demande présentée par l'Algérie en vertu de l'Article 54, *n*, de la Convention, afin que l'OACI prenne des mesures pour obtenir la libération de deux passagers algériens qui avaient été enlevés d'un aéronef à son atterrissage à l'aéroport de Lod (Israël), le 14 août. Ayant été informé, le 15 octobre, que les deux passagers avaient été autorisés à poursuivre leur voyage, le Conseil n'a pas examiné la question plus avant.]

Doc A/8918 A 18 — P/3. Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 140. Anglais, espagnol, français.

3) Révision de la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (12 octobre 1929), amendée par le Protocole de La Haye (28 septembre 1955)

[A sa dix-septième session (février-mars), le Comité juridique a rédigé les textes de certains articles aux fins de révision de la Convention de Varsovie, amendée par le Protocole de La Haye, en ce qui concerne le transport international de passagers. Le Conseil a en outre décidé de convoquer le 9 février 1971 dans la ville de Guatémala une conférence diplomatique sur la question.]

Doc 8878 — LC/162. Comité juridique, dix-septième session (Montréal, 9 février-11 mars 1970). Procès-verbaux et documentation relatifs à la question de la révision de la Convention de Varsovie de 1929, amendée par le Protocole de La Haye de 1955. P. (X), 406. Anglais, espagnol, français.

Doc 8918 A 18 — P/3. Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 141. Anglais, espagnol, français.

4) Dix-septième session (extraordinaire) de l'Assemblée — Aspects juridiques

[Les aspects juridiques des travaux de l'Assemblée ont porté sur la mise au point d'arrangements en vertu desquels les responsables d'actes criminels mettant en danger le transport aérien civil pourraient être traduits en justice. L'Assemblée a adopté un certain nombre de résolutions dans le domaine juridique.]

Doc A/8890 A 17 — Comité A	Rapport du Comité A. Anglais, espagnol, français.
Doc A/8891 A 17 — Comité B	Rapport du Comité B. Anglais, espagnol, français.

Doc A/8892 A 17 — EX	Rapport du Comité exécutif. Anglais, espagnol, français.
Doc A/8893 A 17 — Min.P/1-7	Procès-verbaux des séances plénières. Anglais, espagnol, français.
Doc A/8895 A 17 — RES	Résolutions adoptées par l'Assemblée — Dix-septième session (extraordinaire). Anglais, espagnol, français.
Doc A/8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 141. Anglais, espagnol, français.

5) Convention relative à la capture illicite d'aéronefs

[Le Comité juridique ayant établi, lors de sa dix-septième session, un projet définitif de convention sur la capture illicite d'aéronefs, le Conseil a convoqué une conférence diplomatique qui s'est réunie à La Haye du 1er au 16 décembre 1970 et qui a adopté une Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs [77].]

Doc A/8838 — LC/157	Sous-Comité du Comité juridique chargé d'étudier la question de la capture illicite d'aéronefs. P. (ii), 166. Anglais, espagnol, français.
Doc 8877 — LC/161	Comité juridique, dix-septième session (Montréal, 9 février-11 mars 1970). Procès-verbaux et documentation relatifs à la question de la capture illicite d'aéronefs. P. (XV), 190. Anglais, espagnol, français.
Doc A/8920	Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs.
Doc 8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 142-143. Anglais, espagnol, français.

6) Projet de convention sur les actes d'intervention illicites dirigés contre l'aviation civile internationale

[Par sa résolution A 17-20, l'Assemblée a chargé le Comité juridique d'établir un projet de convention sur les actes d'intervention illicites dirigés contre l'aviation civile internationale (autres que ceux visés par la Convention relative à la capture illicite d'aéronefs). Au cours de sa dix-huitième session (Londres, 29 septembre-22 octobre), le Comité juridique a élaboré le texte d'un projet de convention sur les actes d'intervention illicites et le Conseil a décidé le 18 novembre qu'une conférence diplomatique se réunirait du 8 au 23 septembre 1971 en vue d'examiner ce projet de convention.]

Doc 8910 LC/163	Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa dix-huitième session, p. 19-31. Anglais, espagnol, français.
Doc 8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 142. Anglais, espagnol, français.

7) Résolutions adoptées par le Conseil le 1er octobre 1970

[Le 1er octobre, le Conseil a adopté une résolution demandant, notamment, que les États se consultent en vue de décider des mesures conjointes à prendre, conformément au droit international, dans le cas d'un État qui, après la capture illicite d'un aéronef, détient des passagers, des membres d'équipage ou l'aéronef à des fins de chantage international ou qui manque à extrader ou poursuivre les personnes qui commettent des actes de capture illicite à des fins de chantage international. Une autre résolution, adoptée à la même date, charge le Comité d'examiner s'il serait possible d'élaborer une clause spéciale qui pourrait être incorporée dans les accords aériens bilatéraux existants ou dans les

[77] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 141.

accords aériens bilatéraux à venir en vue d'assurer « l'exécution des obligations juridiques internationales » relativement aux « actes d'intervention illicites contre l'aviation civile internationale ». A sa dix-huitième session, le Comité juridique a procédé à un échange de vues mais n'est parvenu à aucune conclusion sur certains aspects juridiques de la question. Le 16 novembre, le Conseil a décidé qu'un Sous-Comité du Comité juridique se réunirait le 14 avril 1971 pour une période de deux semaines.]

Doc 8910 LC/163	Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa dix-huitième session, p. 33-63. Anglais, espagnol, français.
Doc 8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 142. Anglais, espagnol, français.

8) COMITÉ SUR L'INTERVENTION ILLICITE DANS L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE ET SES INSTALLATIONS ET SERVICES

[Ce Comité à tenu deux séances au cours desquelles il a examiné certains rapports qui avaient été transmis par des États sur des cas d'intervention illicite dans l'aviation civile internationale et a chargé le Secrétariat de soumettre à la dix-septième session (extraordinaire) de l'Assemblée une note renfermant un exposé des faits et une analyse des principaux aspects des incidents de cette nature survenus depuis la création du Comité et signalés à l'OACI par les États intéressés. Le 29 septembre, le Conseil a décidé de maintenir le Comité en fonction et en a élu les onze membres pour une période d'un an.]

Doc 8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 143 et 185-186. Anglais, espagnol, français.

9) PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITÉ JURIDIQUE

[Le programme de travail du Comité juridique a subi, en 1970, de nouvelles modifications par rapport au programme arrêté en 1968.]

Doc 8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 143. Anglais, espagnol, français.

10) RÈGLEMENT INTÉRIEUR

[Le 22 mai, le Conseil a accepté la recommandation d'un groupe de travail de ne pas essayer de normaliser les règlements intérieurs de toutes les réunions de l'OACI. En même temps, le Conseil a adopté certains amendements au Règlement intérieur pour les réunions régionales de navigation aérienne.]

Doc 8918 A 18 — P/3.	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 143. Anglais, espagnol, français.

11) RÈGLEMENT INTÉRIEUR PERMANENT DE L'ASSEMBLÉE

[Le 9 décembre, le Conseil a décidé de soumettre à l'Assemblée une proposition d'amendement de la règle 48 (Scrutin secret) du Règlement intérieur permanent de l'Assemblée visant à prévoir un vote au scrutin secret pour déterminer ce que l'Assemblée désire lorsqu'une demande de vote au scrutin secret se heurte à une opposition.]

Doc 8918 A 18 — P/3	Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1970, p. 144. Anglais, espagnol, français.

12) ANNEXES À LA CONVENTION SUR L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE, PROCÉDURES POUR LES SERVICES DE NAVIGATION AÉRIENNES (PANS), PROCÉDURES COMPLÉMENTAIRES RÉGIONALES (SUPPS)

[Voir les « Publications techniques de l'OACI, édition actuelle ».]

V. — BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Résolution n° 258 du Conseil des Gouverneurs: Augmentations spéciales des souscriptions au capital social de la Banque (adoptée le 31 juillet 1970)

Résolution n° 264 du Conseil des Gouverneurs: Augmentation de 3 milliards de dollars du capital social autorisé (adoptée le 31 décembre 1970)

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

ICSID/3/Rev.9	Liste des États contractants et autres Signataires de la Convention [sur le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États] (à la date du 21 septembre 1970)
ICSID/4/Add.1	CIRDI Règlements: Modification du Règlement administratif et financier (ICSID/4, Partie A)
AC/70/5	Procès-verbal: Quatrième session annuelle — 23 septembre 1970

Quatrième rapport annuel 1969/1970

Historique de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, vol. I, Analyse des documents relatifs à l'origine et à l'élaboration de la Convention.

VI. — FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le rôle des taux de change dans l'ajustement des paiements internationaux: Rapport des Administrateurs. Washington, (D.C.), Fonds monétaire international, 1970. 88 p.

Selected Decisions of the Executive Directors and Selected Documents, Fourth Issue. Washington, D.C., International Monetary Fund, April, 1970, 190 p.

Réglementation générale, Règles et Règlements, vingt-neuvième édition, 30 novembre 1970.

VII. — ORGANISATION INTERGOUVERVEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

Rapport de la première session du Groupe de travail sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (LEG/WG(FUND)I/4).

Rapport de la deuxième session du Groupe de travail sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures [LEG/WG(FUND) II/4].

Rapport du Comité juridique sur les travaux de sa neuvième session (y compris l'examen de la question de la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures) [LEG IX/7].

VIII. — AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

1. — Statut et composition de l'Agence

Mesures prises par les États touchant le Statut

a) L'Irlande est devenue membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique en déposant un instrument d'acceptation du Statut de l'Agence auprès du Gouvernement dépositaire le 6 janvier 1970.

b) Le Nicaragua a cessé d'être membre de l'Agence sur notification à cet effet au Gouvernement dépositaire, en date du 14 décembre 1970.

A la fin de 1970, 102 États étaient membres de l'Agence.

c) Le nom officiel du « Cambodge » a été remplacé par celui de « République khmère » à compter du 9 octobre 1970.

2. — Accords

i) Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture concernant le fonctionnement du Centre international de physique théorique de Trieste (INFCIRC/132); entré en vigueur le 1er janvier 1970.

ii) Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Gouvernement suédois relatif à la coopération pour la fourniture d'assistance aux pays en voie de développement (INFCIRC/138); entré en vigueur le 18 janvier 1970.

iii) Accord cadre entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan relatif à l'aide de l'Agence sous forme de fourniture de matières pour l'exécution de projets (INFCIRC/150); entré en vigueur le 27 février 1970.

iv) Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et les Gouvernements norvégien, polonais et yougoslave concernant des recherches en commun en science des réacteurs (INFCIRC/145); entré en vigueur le 10 avril 1970.

v) Contrat d'une durée de cinq ans pour la cession d'uranium enrichi destiné à un réacteur de recherche yougoslave (INFCIRC/32/Add.3); entré en vigueur le 30 décembre 1970.

vi) Avenant au contrat conclu avec la République démocratique du Congo — Cession d'uranium enrichi contenu dans un tube compteur à fission (INFCIRC/37/Add.3); entré en vigueur le 9 décembre 1970.

Voir aussi les accords énumérés sous *i*) à *vii*), p. 50 du présent *Annuaire*.